

LE DEVOIR

VOL. XCVIII N° 61

LE MERCREDI 21 MARS 2007

88¢ + TAXES = 1\$



MATHIEU BELANGER REUTERS
Mario Dumont a présenté hier un cadre financier qui ne porte que sur la première année d'un mandat adéquat.

Neuf mois pour réduire de 25 000 le nombre d'assistés sociaux

Le cadre financier de Dumont s'attaque aussi à la taille de l'État

ROBERT DUTRISAC

Québec — Le chef de l'Action démocratique du Québec, Mario Dumont, a dévoilé le cadre financier tant attendu de son parti, qui entend financer des engagements de 1,7 milliard dès la première année par une réduction de 1 % de la taille de l'État ainsi que le retour rapide de 25 000 assistés sociaux sur le marché du travail.

«La réalisation de nos engagements, c'est assez simple. On est le parti de la famille: en neuf mois, on va accoucher de tous nos engagements», a déclaré Mario Dumont, qui était accompagné de Gilles Taillon.

C'est donc dire que l'ADQ compte récupérer les sommes nécessaires pour financer ses engagements d'ici le 1^{er} janvier 2008, date de leur matérialisation si le parti prend le pouvoir le 26 mars. L'ADQ promet de réaliser tous ses engagements électoraux en un an.

L'ADQ avait déjà rendu public l'essentiel de ses engagements, dont les mesures familiales, notamment l'allocation de 100 \$ par semaine pour tout enfant de moins de six ans qui ne fréquente pas les services de garde et le bonus de 5000 \$ pour le troisième enfant, qui coûtent 875 millions annuellement.

VOIR PAGE A 12: DUMONT

Budget Flaherty: cinq provinces se disent flouées

Le Bloc québécois déplore la «liberté conditionnelle»

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — La poussière retombée, les critiques à l'endroit du second budget conservateur sont apparues plus nettement hier, le Bloc québécois déplorant le versement d'argent dédié à des missions dictées par Ottawa et cinq provinces se disant flouées par la réforme de la péréquation. Le premier ministre terre-neuvien, un conservateur, a même invité ses concitoyens à voter contre les députés de Stephen Harper aux prochaines élections!

Tout n'est donc pas rose pour le gouvernement Harper, dont la solution au déséquilibre fiscal a insatisfait beaucoup de monde à travers le pays, y compris du côté du Bloc québécois qui appuie pourtant le budget. Ainsi, dans sa réplique officielle, le chef Gilles Duceppe a mis en relief le fait que le règlement du déséquilibre fiscal restait dépendant de l'humeur du gouvernement en place à Ottawa.

«La seule vraie solution durable au déséquilibre fiscal, c'est un transfert fiscal de la TPS et de points d'impôt», a lancé le chef bloquiste, Gilles Duceppe.

VOIR PAGE A 12: PROVINCES

INDEX

| | |
|----------------------|------------------------|
| Actualités A 7 | Éditorial A 10 |
| annonces B 8 | Idées A 11 |
| Avis publics B 10 | Météo B 10 |
| Carrières B 4 | Monde A 7 |
| Culture B 12 | Mots croisés B 8 |
| Décès B 10 | Sudoku B 10 |
| Économie B 1 | Télévision B 11 |

Tout aux baisses d'impôt

Charest réserve à la classe moyenne la marge de manœuvre de 700 millions provenant d'Ottawa

KATHLEEN LÉVESQUE

La marge de manœuvre de 700 millions dégagée par la correction du déséquilibre fiscal annoncée lundi par le gouvernement fédéral sera affectée entièrement à la réduction des impôts de la classe moyenne à compter de janvier prochain, a promis hier Jean Charest.

Comme l'a expliqué devant la Chambre de commerce du Montréal métropolitain le chef libéral, cette somme s'ajoutera aux 250 millions déjà annoncés lors du budget présenté la veille du déclenchement des élections, le 20 février dernier. Ainsi, les baisses d'impôt totaliseront 950 millions si le Parti libéral du Québec est reporté au pouvoir.

L'engagement a des airs de déjà vu. En 2003, le chef du Parti libéral avait promis de réduire les impôts d'un milliard par année, ce qui n'a pas été réalisé. Les baisses réelles d'impôt totaliseraient 1,4 milliard depuis quatre ans.

À quelques jours du scrutin, le chef libéral change donc de cible. La santé n'est plus dans la mire avec la manne fédérale contenue dans le budget Flaherty. Au cours des quatre dernières années, «on a fait passer la santé, l'éducation et les familles à faible revenu en premier parce qu'on a dû faire des choix avec les moyens financiers que nous avions. C'est maintenant à la classe moyenne qu'il faut penser», a déclaré M. Charest devant plus de 1000 personnes.

Concrètement, cela signifie une baisse d'impôt moyenne de 750 \$. Les libéraux avaient préparé hier des exemples pour expliquer leur engagement: une famille avec deux enfants ayant deux revenus totalisant 100 000 \$ bénéficiera d'une réduction de 650 \$ d'impôt; une famille de deux enfants disposant d'un seul revenu de 75 000 \$ aura 900 \$ de plus dans son portefeuille; pour une famille de deux enfants avec un seul revenu de 65 000 \$, la réduction du fardeau fiscal équivaudra 750 \$.

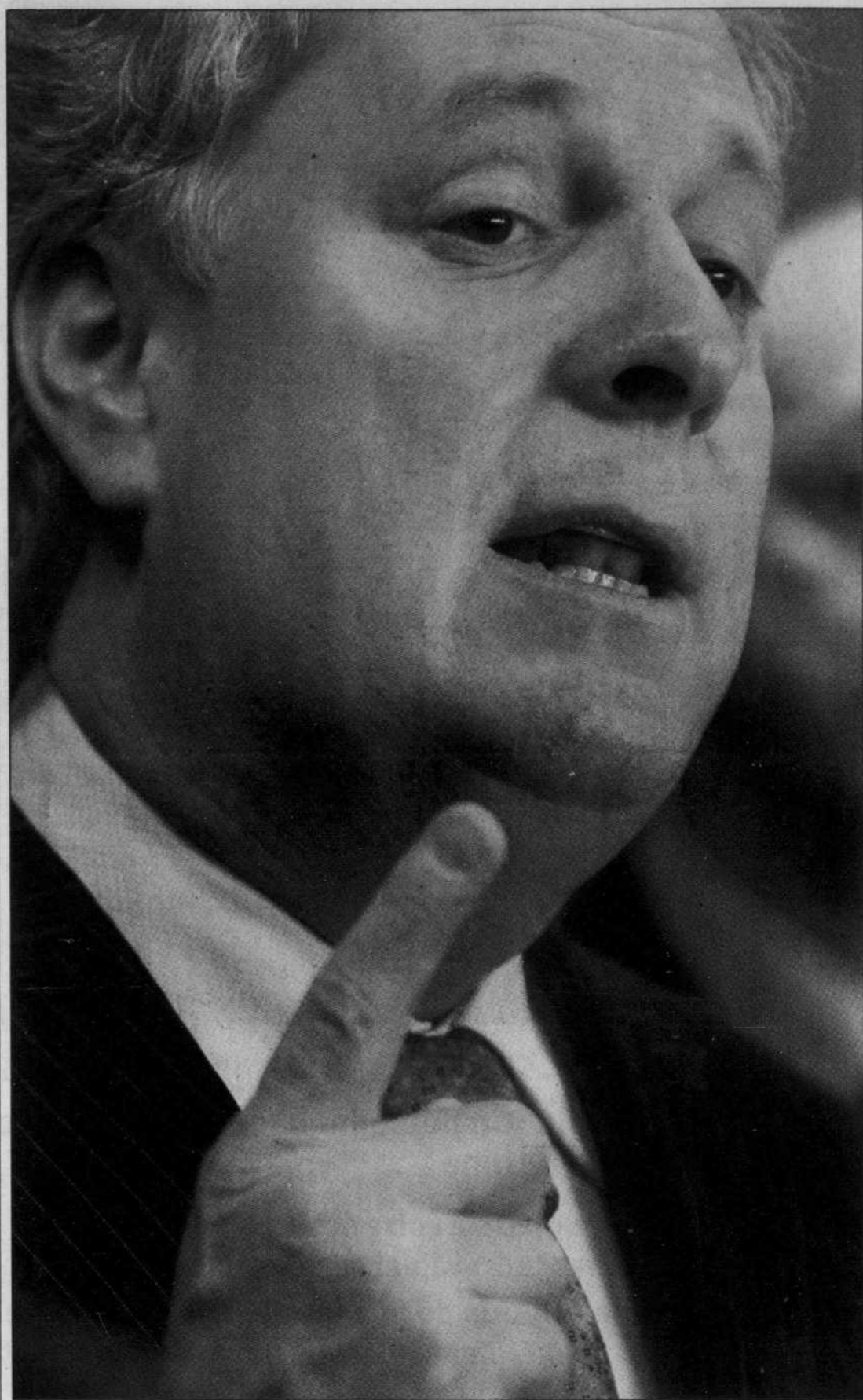
Tous les contribuables québécois dont le revenu annuel est de 30 000 \$ ou plus profiteront de cette réduction d'impôt. Pour y parvenir, Jean Charest propose une modification des seuils de revenus de la table d'imposition. Sous un gouvernement libéral, les seuils seraient relevés: de 0 à 37 500 \$ (plutôt que 29 290 \$) pour le premier taux de 16 %; de 37 500 \$ à 75 000 \$ (plutôt que 58 595 \$) pour le deuxième taux de 20 %; de 75 000 \$ ou plus pour le troisième taux de 24 %.

Les 700 millions utilisés pour réduire les impôts proviennent du calcul de la péréquation et ne sont pas destinés à un secteur en particulier; le gouvernement du Québec a donc la liberté de les utiliser comme bon lui semble. Pour l'année 2007-08, le Québec obtient 1,6 milliard en transfert de péréquation. De cette somme, le versement de 923 millions était déjà prévu.

Au-delà des 700 millions, le Québec reçoit quelque 200 millions en nouveaux fonds, mais ceux-ci doivent être alloués à des services gouvernementaux précis

VOIR PAGE A 12: IMPÔT

■ Autres textes sur la campagne en pages A 3 et A 4



JACQUES NADEAU LE DEVOIR
Jean Charest a annoncé hier à Montréal qu'à la suite de la présentation du budget fédéral, les baisses d'impôt totaliseront 950 millions si les libéraux sont reportés au pouvoir.

Les commissaires d'école sont-ils encore utiles ?

Des directeurs d'établissement posent franchement la question

MARIE-ANDRÉE CHOUNARD

Des directeurs d'école prennent au bond la balle lancée par le chef de l'Action démocratique du Québec sur l'abolition des commissions scolaires. La Fédération québécoise des directeurs d'établissement d'enseignement (FQDE) remet en question la pertinence des commissaires scolaires dans le système actuel, s'attaquant ainsi au côté politique de la structure.

«Nous interrogeons la pertinence de maintenir le niveau politique des commissions scolaires», a affirmé hier Serge Morin, président de la FQDE, qui regroupe 2400 directions d'école. «Si on le maintient, est-ce qu'on veut que ça change? Et si on dit non, est-ce qu'on a des choses à proposer pour remplacer les commissaires?»

La FQDE a lancé ce pavé dans la mare en publiant la semaine dernière un commu-

niqué de presse, toutefois passé inaperçu dans le bouillonnement électoral actuel. Le feuillet, qui accusait les plates-formes politiques en éducation de n'être pas très «inspirantes», ciblait «un seul parti» qui «semble vouloir sortir des sentiers battus par sa proposition de responsabiliser davantage le milieu».

Parmi les «irritants», le cas du commissaire qui flirte de trop près avec un parti politique

Pointant l'ADQ et l'idée de son chef, Mario Dumont, d'abolir littéralement les commissions scolaires — structures politique et administrative confondues —, la FQDE affirmait dans le document: «Nous trouvons réjouissante l'idée de vouloir distribuer plus de ressources humaines et financières à l'école, de réduire la structure administrative, de miser sur l'autonomie de l'école, d'enrichir les responsabilités du conseil d'établissement et de renforcer le rôle de leader en gestion pédagogique du directeur d'école.»

VOIR PAGE A 12: COMMISSAIRES

Andrée Quiviger



Casser maison

Dire les ruptures, les deuils et le sens de la vie

180 pages • 25,95\$

LES INCLASSABLES

Bayard



Les premiers travaux.
La première banque.

ON PEUT
VOUS AIDER

**Une solution personnalisée pour des rénovations
à votre rythme**

- › **Des experts à votre écoute**
Pour mieux évaluer vos besoins et s'adapter à votre projet.
- › **Une solution de financement personnalisée**
La liberté d'effectuer vos travaux au moment propice avec
le Tout-En-Un^{MD}.

1 888 TELNAT-1 (1 888 835-6281)
www.bnc.ca/renovation

 **BANQUE
NATIONALE**

LA PREMIÈRE BANQUE AU QUÉBEC

Sous réserve de l'approbation de crédit de la Banque Nationale. Certaines conditions s'appliquent.
MD: marque déposée de la Banque Nationale du Canada.

QUÉBEC 2007

900 millions ne changeront pas l'avenir du Québec, dit Parizeau

L'ancien premier ministre attaque Mario Dumont et sa position autonomiste

ROBERT DUTRISAC

Québec — Jacques Parizeau, ancien premier ministre du Québec, estime que le présumé règlement du déséquilibre fiscal contenu dans le dernier budget fédéral s'assimile en fait à un «tripa-touillage de chiffres» qui ne change en rien le destin du Québec.

«Ne vous imaginez pas un instant que ça met en cause quoi que ce soit», a lancé Jacques Parizeau devant un auditoire acquis de quelques centaines d'étudiants de l'université Laval, qui l'ont chaleureusement applaudi à plusieurs reprises. M. Parizeau avait été invité à prononcer une allocution devant les étudiants par le candidat du Parti québécois dans Louis-Hébert, André Joli-Coeur, candidat dont l'entourage d'André Boisclair ne voulait pas et qui s'est finalement imposé.

Il ne s'agit pas de 2,3 milliards mais bien de 900 millions d'argent neuf qui viendra d'Ottawa, a soutenu l'ancien ministre des Finances. «Neuf cents millions, c'est pas mal. Ça se prend. C'est quand même mieux qu'un coup pied au derrière. Mais est-ce que c'est ça qui va changer l'avenir du Québec?», s'est demandé M. Parizeau, qui a vite répondu par la négative. Il y a des années où les transferts fédéraux ont augmenté de un milliard, d'autres où ils ont baissé de un milliard, a-t-il fait observer.

Tout cela ramène «l'espoir tenace» qu'un jour le Québec parvien-

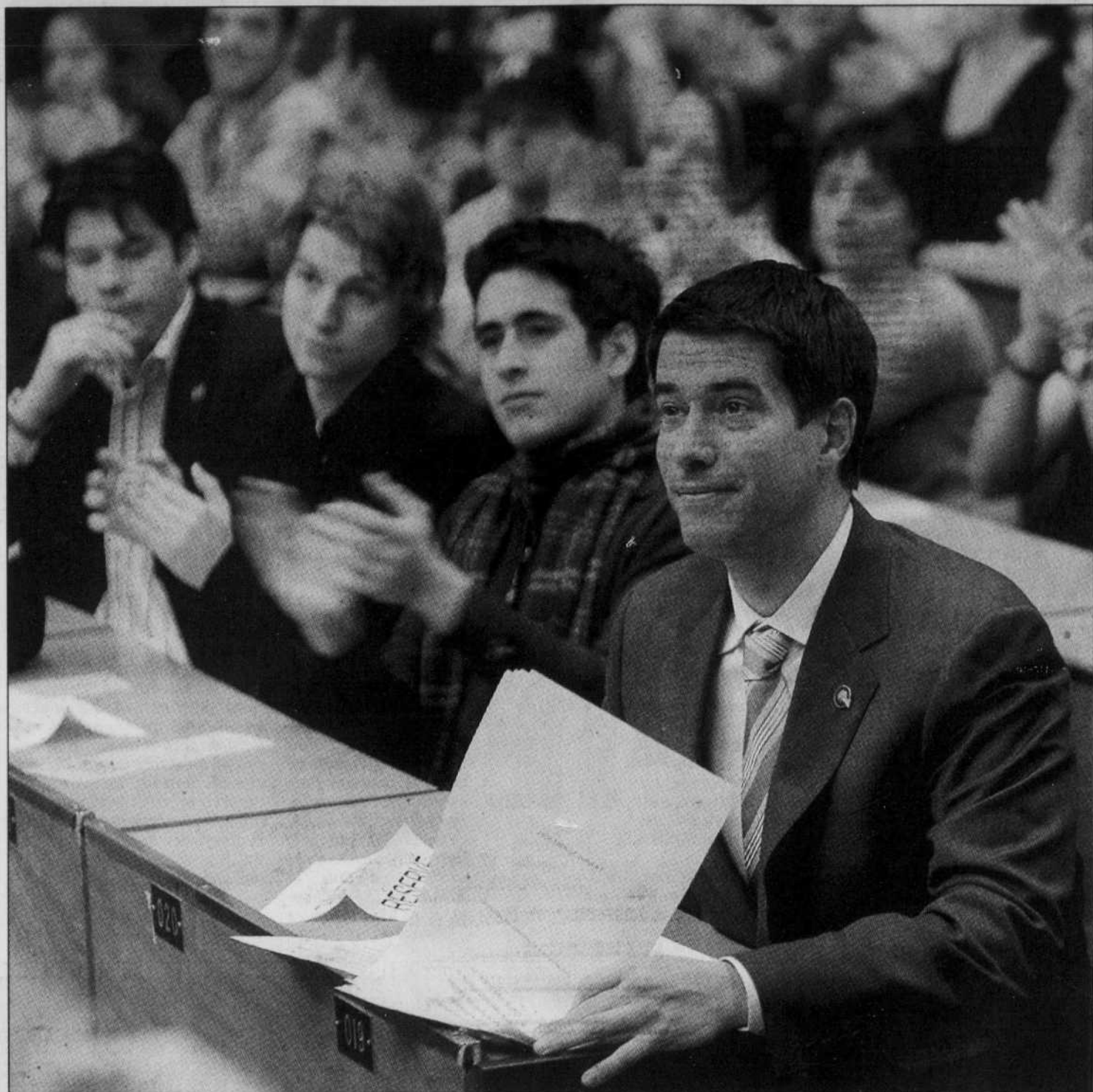
dra à s'entendre avec le fédéral, a dit M. Parizeau, qui a tout de suite enchaîné avec une attaque en règle de la position constitutionnelle de l'Action démocratique du Québec. «L'autonomie, c'est un vieux rêve. Duplessis a pratiqué ça pendant des années. Ça fait des années qu'on veut, comme dit Yvon Deschamps, un Québec indépendant dans un Canada uni», a-t-il dit. «Mais M. Deschamps avait fait une blague!», a ajouté M. Parizeau, suscitant l'hilarité de l'auditoire.

Jacques Parizeau s'en est aussi pris à la prétention de Mario Dumont lorsque celui-ci compare son équipe avec celle qui entourait René Lévesque en 1976. «C'était une équipe brillante, extraordinaire», formée de gens qui, pour la plupart, n'avaient pas d'expérience politique mais qui s'étaient distingués par ailleurs. «Il n'y a pas de commune mesure. Il est mieux d'oublier ça, M. Dumont», a-t-il dit.

Les attaques contre la tenue du référendum, le fait que les gens n'en veulent pas, «j'appelle ça le syndrome du marteau. On veut construire une maison, mais la discussion porte sur le fait de savoir si on est pour ou contre le marteau», a-t-il illustré.

Enfin, Jacques Parizeau a invité les jeunes électeurs à voter pour le PQ malgré ses défauts. «Dans un mariage, il n'y a pas de femme ou d'homme parfait», a-t-il fait valoir.

Le Devoir



CHRISTINNE MUSCHI REUTERS

Le chef du Parti québécois, André Boisclair, assis parmi les étudiants de l'Université de Montréal.

É D U C A T I O N

Boisclair invite ses adversaires à dénoncer l'intrusion d'Ottawa

ANTOINE ROBITAILLE

Le chef péquiste, André Boisclair, a exigé hier que Jean Charest et Mario Dumont se comportent «comme des vrais Québécois» et dénoncent avec lui une nouvelle «intrusion du fédéral» en éducation, un champ de compétence des provinces.

Il a fait cette déclaration lors d'un discours prononcé devant quelque 900 étudiants à l'Université de Montréal. Dans le budget, a-t-il souligné, le fédéral réitère sa volonté de mettre sur pied «une stratégie pancanadienne sur l'éducation postsecondaire et sur la formation professionnelle», intitulée «Avantage du savoir». «Voulez-vous bien me dire ce que le fédéral est en train de faire dans un champ de compétence qui nous appartient exclusivement?», a pesté le leader souverainiste, ajoutant que, malgré ses promesses, le premier ministre Harper «refuse véritablement d'encadrer le pouvoir fédéral de dépenser». «Aujourd'hui, je de-

mande à Jean Charest, je demande à Mario Dumont de se tenir debout comme des vrais Québécois et de dire non à une intrusion du fédéral dans nos champs de compétence», a tonné M. Boisclair.

Dans le point de presse qui a suivi, M. Boisclair a précisé qu'il n'y avait pas de «vrais» et de «faux» Québécois. Il a soutenu que Jean Charest n'était pas «moins québécois» que lui. Il a «droit à ses opinions et à ses convictions», a précisé M. Boisclair. Le problème, c'est que le premier ministre se tient «à genoux» devant le fédéral et «a accepté n'importe quoi parce qu'il est mal pris et qu'il cherche la dernière surprise pour le remettre sur la route de cette campagne électorale», a déclaré M. Boisclair, soutenant que M. Charest avait «manqué à son devoir» de défendre les intérêts du Québec. Pendant son discours, M. Boisclair s'est aussi moqué du chef adéquiste, Mario Dumont, affirmant que ce dernier «n'avait pas

encore vu le budget qu'il avait déjà commencé à applaudir».

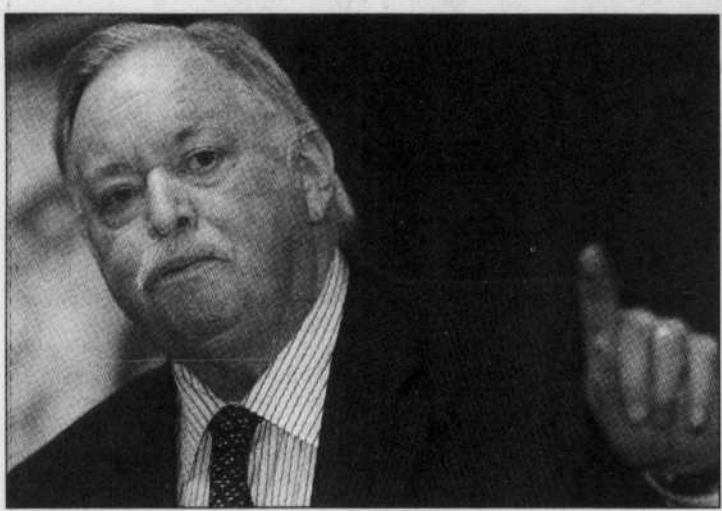
M. Boisclair s'est du reste demandé si les Québécois souhaitent vraiment «engager perpétuellement dans ce genre de négociations pour aller chercher de l'argent qui nous appartient?». Ne serait-il pas plus simple, a-t-il poursuivi, de «régler une fois pour toutes la question du déséquilibre fiscal et d'aller chercher nos billes et de nous donner le droit chez nous au Québec de percevoir tous nos impôts, de voter toutes nos lois, d'avoir une présence sur la scène internationale. La vraie solution au déséquilibre fiscal, ça se trouve dans la souveraineté du Québec», a-t-il lancé, suscitant les applaudissements dans la salle. M. Boisclair s'est par la suite lancé des fleurs: «J'ai fait un excellent discours dont je suis bien content.»

Grand ménage

De passage en matinée dans la circonscription de Vimont sur l'île de Laval, M. Boisclair avait affir-

mé que le «prétendu règlement» du déséquilibre fiscal proposé dans le budget Flaherty ne fera pas oublier les quatre ans du gouvernement Charest ni les pertes d'emplois dans les secteurs manufacturier et forestier. «Pensez-vous que les travailleurs de la forêt se sentent mieux aujourd'hui, après le budget fédéral? Pensez-vous que des gens qui sont sur des listes d'attente ou qui ont besoin de service d'éducation, pensez-vous qu'on a réglé de façon définitive le problème? M. Harper nous l'avait dit et son lieutenant nous l'avait dit hier: "On va régler de façon définitive la question du déséquilibre fiscal". Ce à quoi on a eu droit dans le budget fédéral d'hier, c'est d'abord et avant tout un règlement monétaire qui ne règle rien au problème du déséquilibre fiscal.» M. Boisclair a par la suite appelé les Québécois à faire un «grand ménage du printemps» et donner «son 4 %» à Jean Charest le 26 mars.

Le Devoir



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Jacques Parizeau

La colère est mauvaise conseillère en politique, dit le chef péquiste

PATRICE BERGERON

Le chef péquiste, André Boisclair, a demandé hier aux Québécois de bien réfléchir avant de voter le 26 mars, car la colère et le cynisme sont souvent de mauvais conseillers en politique.

En point de presse, il s'est toutefois défendu d'identifier l'appui accordé à l'Action démocratique à un vote de protestation irrationnel, mais il a rendu Jean Charest responsable du discrédit de la classe politique.

«Je sais que vous êtes surtout "en maudit" parce qu'il y a du monde qui a rompu ses promesses, c'est venu ajouter comme une espèce de dose d'acide dans le Québec», a-t-il d'abord soutenu devant plus de 900 étudiants rassemblés dans un amphithéâtre de l'Université de Montréal.

«Mais la colère et le cynisme en politique sont souvent mauvais conseillers, a-t-il ajouté. J'invite les Québécois à prendre un peu de temps. J'entends votre colère. Il faut aller au-delà de la colère [...]. Je vous invite à réfléchir sur l'avenir que vous souhaitez pour le Québec.»

Par la suite, devant les journalistes, il a refusé de viser ainsi les électeurs adéquistes, mais il a plu-

tôt jeté la faute sur son rival libéral.

«Jamais on a eu un premier ministre qui a rompu autant d'engagements [...]. Ça introduit un cynisme qui éclabousse toute la classe politique et nous en souffrons tous.»

De la même façon que le PQ a «nettoyé la politique» en 1976, avec la loi sur le financement des partis politiques, il s'est engagé à rétablir «le lien de confiance» avec la population en rendant des comptes chaque année, en adhérant aux principes comptables généralement acceptés et en modifiant les règles de l'Assemblée nationale pour empêcher les «bâillons-matrasques», qui suspendent les procédures pour forcer l'adoption des projets de loi.

Il a ajouté que Jean Charest avait «fait mal» au lien de confiance des Québécois à l'égard de la classe politique.

En matinée, dans la circonscription de Vimont, à Laval, M. Boisclair avait affirmé que le budget fédéral de lundi ne pourra pas faire oublier le bilan libéral, de même que la perte de milliers d'emplois dans le secteur manufacturier.

Presse canadienne

Jean-Philippe BOUCHER-BELLEVILLE

JOURNAL D'UN PATRIOTE (1837 et 1838)

Essentiel à notre histoire

176 pages - 16,55 \$
ISBN 978-2-7601-2530-8

GUERIN, littérature
514-842-3481

En vente dans toutes les librairies
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

François Gendron

avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Montréal

514.845.5545

LA FORCE DU DROIT

À L'OCCASION DE LA SORTIE DU DERNIER NUMÉRO DE « L'ATELIER DU ROMAN », ENTIÈREMENT CONSACRÉ À PHILIPPE MURAY, LA LIBRAIRIE GALLIMARD VOUS INVITE À UNE RENCONTRE AUTOUR DE L'ÉCRIVAIN DE L'EMPIRE DU BIEN ET DE ON FERME.

MARC ANGENOT, LAKIS PROGUIDIS, FRANÇOIS RICARD ET YANNICK ROY PARLERONT DE LA VALEUR D'UNE ŒUVRE QUI A MARQUÉ NOTRE ÉPOQUE.

VENDREDI LE 23 MARS À 17H
À LA LIBRAIRIE GALLIMARD
3700, BOUL. SAINT-LAURENT
514 499 2012

Librairie Gallimard

www.GALLIMARD
MONTREAL.COM

ACTIVITÉ GRATUITE

L'AGENDA

L'HORAIRE TÉLÉ.
LE GUIDE DE VOS SOIRÉES

Gratuit dans Le Devoir du samedi

QUÉBEC 2007

Transferts fédéraux en éducation

Il ne faut pas «baisser les bras», dit Camil Bouchard

Le ministre de l'Éducation parle pour sa part d'un «premier pas»

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Alors que le ministre de l'Éducation se félicite du «premier pas» que représente le budget fédéral pour les collèges et les universités, le député du Parti québécois n'y voit qu'une «très mauvaise nouvelle», invitant le cercle de l'enseignement supérieur à ne «pas baisser les bras».

«C'est une très mauvaise nouvelle!», s'est désolé hier le candidat du PQ dans Vachon, Camil Bouchard, critique de l'opposition en matière d'éducation. «Les universités et les collèges prennent ce qui tombe de la table, mais ce sont des miettes.»

Le député réagissait à la promesse de 800 millions pour l'éducation postsecondaire, tirée du budget fédéral présenté lundi. Versés à compter de 2008-09, et indexés annuellement de 3 %, ces fonds procureront au Québec 187 millions de plus la première année, pour atteindre 309 millions à terme.

«C'est un premier pas, une avancée, un progrès qui va nous être très utile», se félicitait quant à lui le mi-

nistre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, candidat du Parti libéral du Québec (PLQ) dans Châteauguay. «On avance, mais on n'est pas rendus à destination. La bonne nouvelle, c'est qu'Ottawa dit qu'il veut continuer les travaux sur la base de ce qui avait été entrepris au Conseil de la fédération.»

Pour Camil Bouchard, ces «grenailles» sont plutôt le résultat d'une négociation qui s'est effritée, le «front commun ayant disparu de l'avant-scène pour être remplacé par des rencontres intimes entre M. Harper et M. Charest». Le député s'étonne que les universités et les collèges se satisfassent de si peu, «alors qu'ils avaient demandé 1,1 milliard. À terme, c'est 309 millions qu'ils auront, c'est un score de 3 sur 10!»

Faisant allusion aux propos du président de la Conférence des recteurs et principaux d'université

du Québec (CREPUQ), Michel Pigeon, qui affirmait se tourner vers Québec pour obtenir un apport supplémentaire, le député du PQ a jugé «inacceptable» qu'on «baisse ainsi les bras». «Je comprends qu'on puisse dire: "Merci beaucoup!", mais de là à dire qu'il en reste maintenant un peu à aller chercher... C'est une très grave erreur. C'est baisser les bras.»



Jean-Marc Fournier



Camil Bouchard

Le ministre de l'Éducation a rappelé le refus catégorique es- suyé par le Conseil de la fédération en août 2005, alors que cette demande de réajuster les transferts avait été lancée par Jean Charest. «Ce qu'on a eu, c'était un non catégorique», a raconté M. Fournier. Puis, on est passé du non au peut-être. L'an passé, c'étaient 120 millions et une promesse d'en faire un peu plus l'année d'après. On passe maintenant à 187 millions en 2008-09, et on nous dit qu'on

discute encore. Moi, je constate que nous avons réussi à dégeler les transferts fédéraux.»

Tant le PQ que le PLQ en ont profité pour préciser leurs engagements financiers en enseignement supérieur. «Nous promettons 400 millions de dollars récurrents, en plus des coûts de système et en sus de ce qui est prévu dans les transferts fédéraux», a indiqué M. Bouchard. À terme, dans sept ans, ça ferait 709 millions récurrents de plus pour les universités et les collèges.

Le PQ ne précise pas toutefois à quel rythme il atteindrait ce montant de 400 millions au fil des cinq ans.

Le PLQ aussi veut en ajouter dans la cagnotte de l'enseignement supérieur. «À la cinquième année, nous aurons mis un milliard de plus, et au-dessus de cela s'ajoutent les sous du fédéral», précise M. Fournier. La plate-forme du parti prévoit toutefois que ce milliard prendra en considération la croissance des coûts de système. Il serait versé à raison de 200 millions par année.

Le Devoir

Les verts suggèrent de taxer la publicité pour financer la culture

FABIEN DEGLISE

Faire payer les riches pour développer la... culture. Voilà dans les grandes lignes un des projets du Parti vert du Québec (PVQ), qui souhaite imposer, s'il accède au pouvoir le 26 mars prochain, une taxe sur la publicité pour financer la diversité culturelle au Québec.

La mesure devrait permettre de récolter 400 millions de dollars, a estimé hier le chef de la formation écolo, Scott McKay, et ce, afin de remplir autant les coffres du Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) que ceux des cinéastes et de Télé-Québec.

«La publicité, en général, fait la promotion de produits dommageables pour l'environnement et la société», a expliqué M. McKay lors d'une conférence de presse tenue hier matin sur le parvis de la Place des Arts à Montréal. Les principaux annonceurs sont des vendeurs d'automobiles, des compagnies pétrolières et de malbouffe. Nous croyons normal de les taxer davantage pour soutenir le secteur culturel.»

En substance, le PVQ souhaite donc imposer une taxe «de 15 à 20 %» sur les budgets de diffusion de publicité «d'envergure nationale», autant à la télévision et à la radio que dans les imprimés. Les annonces sociales ne seraient pas touchées par cette mesure fiscale.

L'argent ainsi récolté devrait faire passer le budget du ministère de la Culture de 600 millions actuellement à... un milliard sous le règne des verts, a souligné M. McKay.

Le plan vert en matière de culture vise aussi à faire passer 100 millions du monde de la pub aux coffres du CALQ. «Il y a un besoin criant de ce côté-là et nous allons le combler», a dit le chef du PVQ. Une enveloppe similaire viserait aussi à financer le monde du cinéma, assurent les verts, qui souhaitent dans le détail injecter 20 millions pour le soutien au cinéma d'auteur et 20 millions pour le 7^e art en région. La différence irait au cinéma commercial. Télé-Québec verrait aussi son budget de fonctionnement augmenter de 100 millions de dollars, puisés à même les poches des grands noms de la publicité.

Enfin, les verts comptent financer, avec cette idée fiscale qu'ils jugent «innovatrice», des coopératives d'artistes pour stimuler la création mais aussi encourager «la thérapie par les arts», ces programmes qui tentent de sortir des personnes de la torpeur par la musique, les arts plastiques ou le théâtre. «Ce sont des outils de développement humain très importants et nous songeons là aussi y mettre 100 millions», a conclu M. McKay.

Le Devoir

EN BREF

Québec solidaire et l'immigration

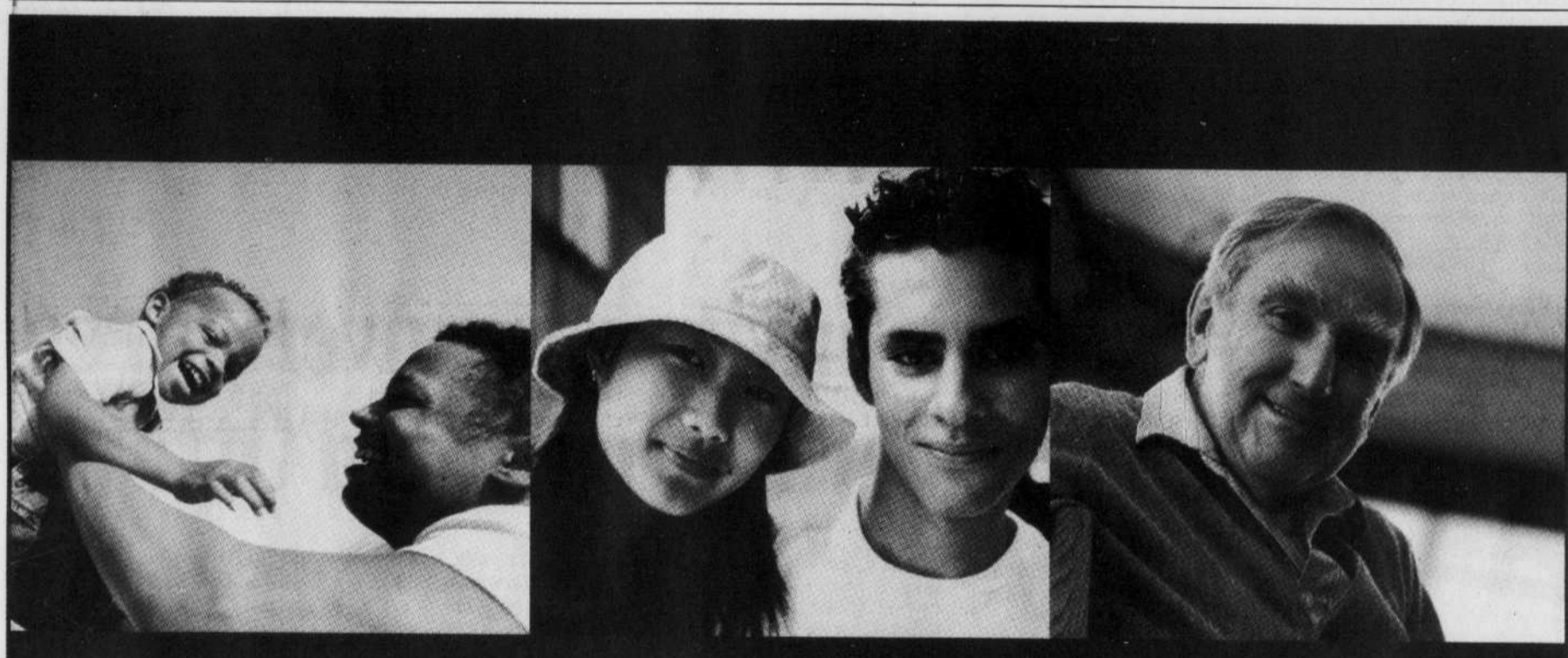
Québec solidaire (QS) a rendu publics hier ses engagements en matière d'immigration, décochant au passage une flèche au chef péquiste, André Boisclair, pour l'abolition des Centres d'orientation et de formation des immigrants (COFI), afin de les remplacer par des Carrefours d'intégration qui orientent les nouveaux arrivants vers les différents ordres d'enseignement. Québec solidaire prône entre autres la gratuité des cours de francisation — on exige actuellement de faibles frais d'inscription — ainsi que l'abolition du délai de carence de trois mois avant que les nouveaux Québécois n'aient accès au régime d'assurance-maladie. QS a également souligné que certains de ses engagements qui s'adressent à l'ensemble des Québécois auront une incidence sur la vie des néo-Québécois, tels ceux qui consistent à hausser le salaire minimum à 10 \$ et à accroître le nombre de logements sociaux. — Le Devoir

Voter par anticipation

Les électeurs se seront pressés aux portes des bureaux de vote par anticipation, dimanche et lundi, une participation rarement vue. Au total, le bureau du Directeur général des élections (DGE) évalue que 564 409 électeurs se sont prévalus de leur droit de vote, ce qui représente 10 % du nombre d'électeurs inscrits. Comparativement à l'élection de 2003, où 5,56 % des électeurs avaient voté par anticipation, il s'agit d'une hausse de près du double. Les taux de participation sont les plus élevés dans la région de Québec, une région où les trois principaux partis mènent une lutte acharnée. Cette forte participation pourrait être le résultat des machines du Parti libéral et du Parti québécois, qui mettront les bouchées doubles pour faire «sortir le vote» dans le cadre de ce scrutin qui s'annonce serré. Ainsi, le bureau du DGE rapporte des taux de participation de 17,05 % dans Jean-Talon, de 16,98 % dans Louis-Hébert, de 16,47 % dans Charlesbourg, de 15,73 % dans Lévis, de 15,69 % dans La Peltre et de 15,41 % dans Jean-Lesage. — PC

Publicité illégale

Québec — Le Directeur général des élections (DGE) vient d'émettre une mise en demeure pour que cesse une publicité de la Coalition des industries manufacturières des régions centrales du Québec, qu'il juge illégale. Dans le quotidien *Le Soleil* d'hier, la coalition publie une pleine page de publicité pour s'en prendre au Parti québécois et à l'Action démocratique. Elle leur demande de ne pas «cannibaliser» les entreprises manufacturières et les travailleurs de la Beauce par une stratégie de développement qui favorise les régions ressources. La loi interdit toute publicité susceptible d'aider ou de nuire à un parti politique, si elle n'a pas été autorisée par l'agent officiel d'un des candidats à l'élection. — PC



UN ACCÈS FACILE À TOUS LES PROGRAMMES ET SERVICES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Service Canada, un accès facile à toute l'information relative aux programmes et services offerts par le gouvernement fédéral, comme la Sécurité de la vieillesse, l'obtention d'un numéro d'assurance sociale, notre banque d'emplois, l'assurance-emploi et bien plus.



COMPOSEZ: 1 800 O-Canada (1 800 622-6232) ATS: 1 800 926-9105

CLIQUEZ: servicecanada.ca

OU VISITEZ un centre Service Canada

Consultez notre site Internet ou composez le 1 800 O-Canada pour obtenir la liste des centres de service près de chez vous.

Service Canada
Au service des gens

ACTUALITÉS

Le pour et le contre
d'un budget

Manon Cornéliier

Si Stephen Harper espérait des élections rapidement, il s'est fait passer un sapin lundi. Lui qui avait coupé l'herbe sous le pied au Bloc québécois, avec sa propre motion sur la nation québécoise, a eu droit à la même médecine. En appuyant le budget, le Bloc a mis fin aux conjectures d'élections précipitées. A moins que le chef conservateur ne veuille orchestrer sa défaite, ce qui serait contraire à ses engagements.

Mais Stephen Harper veut-il des élections? C'est loin d'être sûr, et la forte odeur électorale du budget n'y change rien. Stephen Harper est minoritaire et ne laisse rien au hasard. Menacé de tomber à tout moment, il se tient donc prêt. Mais le chef conservateur veut une majorité et les sondages lui disent que, malgré les déboires de Stéphane Dion, il n'arrive pas à dépasser la barre des 36 %, c'est-à-dire le même niveau qu'en janvier dernier. Pire, M. Dion a stoppé sa chute et le PLC reste légèrement favori dans le riche Ontario, selon un sondage de Strategic Counsel, publié vendredi dernier dans le *Globe and Mail*.

Le Bloc évite en somme une campagne risquée à Stephen Harper, mais il prive du même coup Jean Charest d'une arme contre les souverainistes. Le chef du PLQ ne peut plus les accuser d'agir à l'encontre des intérêts du Québec ou d'être irresponsables. Le budget fédéral ne pourra pas être l'enjeu de la dernière semaine de campagne. Malgré les efforts de son allié conservateur, Jean Charest devra trouver autre chose.

Au Bloc, on affirme qu'on a jugé le budget à son mérite et que le caucus a été avisé samedi de se préparer à toute éventualité, à un vote favorable comme à une élection. Mais bloquistes et péquistes se sont entendus à l'avance sur certains paramètres pour évaluer le budget. Si la hausse des transferts destinés au Québec s'approchait de leur cible de 3,9 milliards par année au bout de trois ans, le Bloc allait voter en faveur. Et, franchement, les bloquistes ont dû se croiser les doigts pour que ça se produise, eux qui ont fléchi dans les sondages et qui font face à des conservateurs que la remontée de l'ADQ peut aider.

Le défi du Bloc maintenant est de ne pas servir de caution aux conservateurs qui prétendent avoir réglé le déséquilibre fiscal. Le premier ministre Harper l'a encore répété hier aux Communautés. Pour contrer ce message, le Bloc est forcé de critiquer le budget même qu'il appuie. Heureusement pour lui, tous les leaders provinciaux qui ont applaudi au budget ont aussi dit qu'il restait du chemin à parcourir pour éliminer le déséquilibre fiscal.

Les bloquistes peuvent aussi se rabattre sur une position établie de longue date. Au-delà du montant d'argent exigé, ils ont toujours dit, comme Québec, que le règlement permanent du déséquilibre fiscal passait par le transfert de points d'impôt ou de TPS et par l'encadrement du pouvoir fédéral de dépenser. Ils ont aussi toujours

présenté ces deux éléments comme une étape subséquente. Le Bloc estime y être arrivé et a déjà commencé à demander des comptes aux conservateurs.

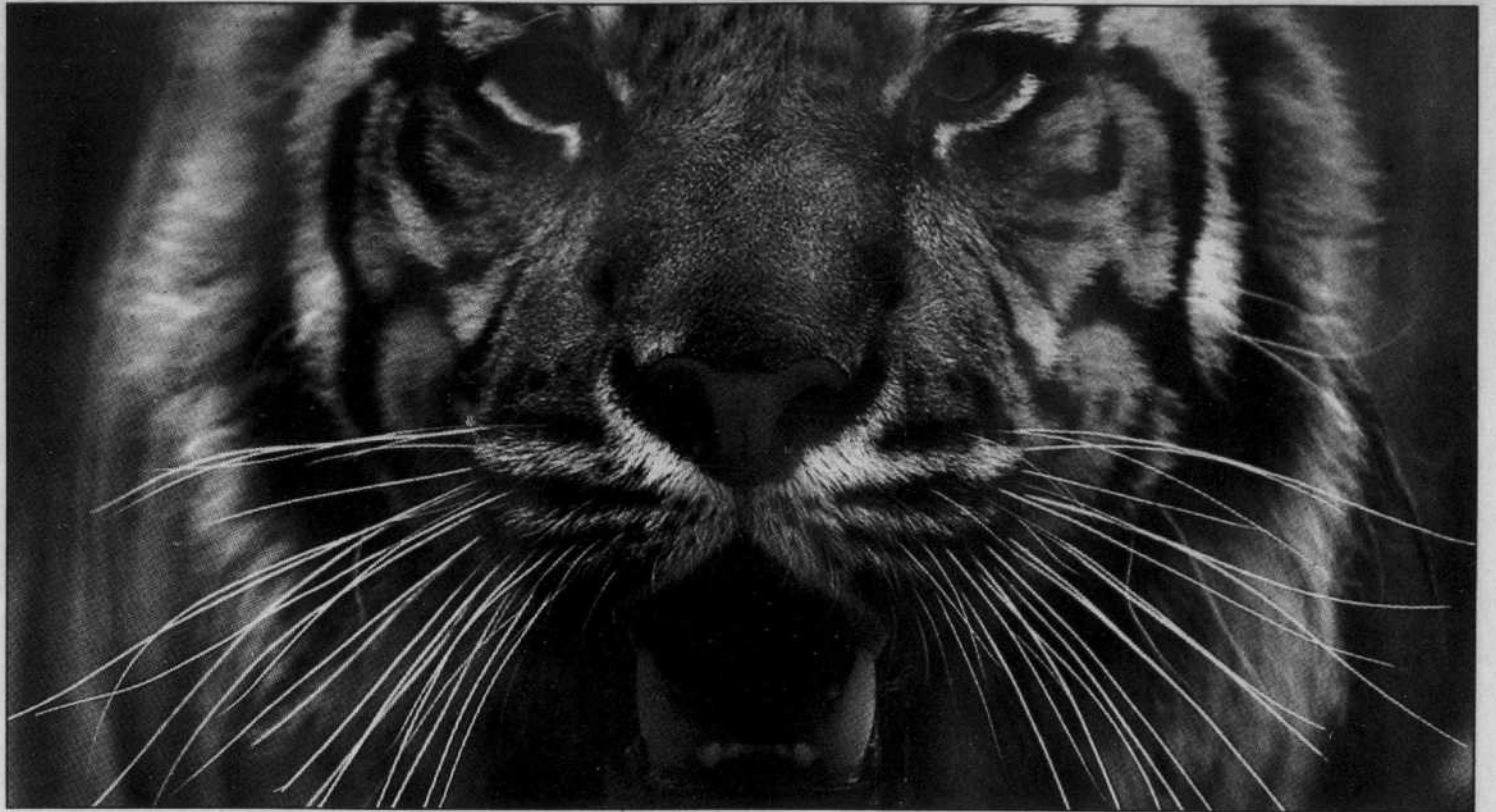
Gilles Duceppe veut en fait exposer ce qu'il estime être les limites du fédéralisme d'ouverture de Stephen Harper. Ce dernier répète qu'il veut encadrer le pouvoir de dépenser, mais les consultations avec les provinces traînent et aucune proposition ne leur a encore été soumise. En ce qui a trait au transfert de points d'impôt, il ne faut pas y compter. M. Harper a dit hier que transférer de l'argent ou dégager un espace fiscal revenait à la même chose. De toute façon, a-t-il ajouté, son gouvernement offre davantage aux provinces que ce que demandait le rapport de la commission Séguin sur le déséquilibre fiscal. Ce dernier argument a l'avantage d'être plus facile à communiquer que ceux du Bloc. Les points d'impôt, c'est dur à vendre en campagne électorale, comparativement à des millions et à des promesses tennes.

Stéphane Dion, dans tout cela, se retrouve isolé par rapport aux autres leaders politiques québécois. Il est le seul à s'opposer au budget, une position qui aurait cependant pu se défendre. Le chef libéral a raison de dire qu'une grosse portion des fonds supplémentaires destinés aux provinces est une retombée des décisions prises par Paul Martin dans les dossiers de la santé et de la péréquation. Il est vrai aussi que, pour une bonne part, les réinvestissements en matière de garderie, d'environnement et d'infrastructure sont inférieurs à ce qu'envisageaient de faire les libéraux, et que les conservateurs ont mis au rancart à leur arrivée au pouvoir. Selon M. Dion, les provinces ne récoltent qu'un milliard de plus que ce qu'elles auraient obtenu si Paul Martin était resté au pouvoir. Quant à la réforme de la péréquation, elle suit largement les recommandations d'un groupe de travail mis sur pied par M. Martin. Il est très probable qu'il l'aurait respectée lui aussi.

M. Dion aurait pu se réjouir de l'effet des décisions libérales, en prendre le crédit et justifier son opposition sans nier à nouveau le déséquilibre fiscal. Il aurait pu présenter son analyse sans avoir l'air de s'opposer non seulement à M. Harper, mais aussi à tous les autres leaders politiques québécois. Alors que sa députée Lucienne Robillard dit comprendre la satisfaction de Jean Charest, Stéphane Dion, lui, dit: «Un, c'est de la fumisterie. Deux, je pense à l'intérêt public, je ne suis pas un suiveur. Trois, je veux que les libéraux (de Jean Charest) l'emportent». Il est persuadé que de plus de plus de gens vont se ranger à son point de vue et s'opposer au budget. Bref, il se présente comme celui qui détient la vérité. Encore!

Avec ce budget, M. Harper peut se vanter d'avoir respecté le gros de ses promesses. Le Bloc, lui, estime qu'il avait plus de capital politique à perdre en s'opposant au budget que Stephen Harper en avait à gagner à le faire adopter. Il tente donc du mieux qu'il peut de trouver son profit dans l'affaire. Stéphane Dion, qui n'avait aucun allié solide au Québec, n'a rien fait pour s'aider, et on se demande comment tous ses députés québécois pourront le suivre lors du vote.

mcornellier@ledevoir.com



Les visiteurs du Zoo de Granby auront accès au terrain de l'organisation durant l'hiver à compter de l'an prochain.

ARCHIVES REUTERS

Un zoo l'hiver

Le Zoo de Granby ouvrira ses portes durant la saison froide et pourrait même développer une zone arctique

ISABELLE PARÉ

Après un zoo la nuit, un zoo l'hiver? Dès l'an prochain, le Zoo de Granby ouvrira ses portes aux visiteurs durant la saison hivernale et caresse même le projet de créer une zone arctique où évolueraient des ours polaires et des pingouins.

Le Zoo de Granby, qui a fait l'objet d'investissements de quelque 42 millions depuis 2004 et achève tout juste la dernière phase d'un plan majeur de développement sur trois ans, semble déjà prêt à se lancer dans de nouveaux projets.

Le conseil d'administration de cette société privée à but non lucratif a en effet mandaté la firme de sondage Ipsos pour qu'elle tâte l'intérêt du grand public sur l'ouverture du zoo de décembre à mars. Dans la foulée, on a sondé l'attrait que susciterait chez les familles un éventuel habitat dédié aux ours blancs et aux pingouins.

Hier, la directrice des communications du Zoo de Granby, Catherine Page, a confirmé que le zoo estrien avait bel et bien l'intention d'ouvrir dès l'hiver 2008 ces portes aux visiteurs «durant certains week-end et périodes en particulier». Elle a cependant indiqué que la création d'une aire «arctique» n'était pas envisagée à court terme, car cela dépendrait de sa faisabilité.

«Nos focus group nous ont indiqué qu'il y avait un réel intérêt pour ce genre de projet, a expliqué

hier Mme Page. Et si l'intérêt est là, il faut se pencher là-dessus. Car tant qu'à ouvrir l'hiver, on s'est demandé s'il ne faudrait pas insérer cela [la zone arctique] dans le zoo. Il faut toujours rester à l'affût et penser à des projets futurs», a-t-elle ajouté, précisant que ce projet nécessiterait toutefois des investissements considérables.

Questionnée sur l'aspect éthique de garder en captivité des ours polaires — dont l'espèce est maintenant considérée comme vulnérable en raison du déclin constant de sa population —, Mme Page a précisé que, si jamais le projet voyait le jour, les animaux ne seraient pas prélevés dans la nature, mais plutôt recueillis auprès d'autres zoos qui en détiennent déjà.

Cette dernière a d'ailleurs précisé que plusieurs autres zoos en Amérique du Nord détenaient des ours blancs, dont le Zoo de Toronto et le Zoo de Saint-Félicien au Québec. Si jamais le Zoo de Granby va de l'avant avec son projet, dit-elle, il devra répondre à la lettre aux normes exigées par l'Association des zoos et des aquariums (AZA) pour ce qui est de la qualité des habitats réservés à ces animaux.

«Mais nous ne sommes même pas rendus là dans nos études. On ne sait même pas encore si des ours seraient disponibles ailleurs», a-t-elle insisté.

Pendant des décennies, le Zoo de Granby a conservé une aire réservée à deux ours polaires, condam-

née en 2001 compte tenu des conditions de vie inadéquates qu'elle imposait à ces grands carnassiers. Un de ces ours est d'ailleurs allé terminer ces tristes jours au Zoo de Saint-Félicien, le seul établissement qui détient encore cette espèce en captivité au Québec.

Si ce n'est pas demain que pingouins et ours blancs trotteront en Estrie, l'ouverture hivernale est quant à elle déjà en préparation. À l'hiver 2008, l'ouverture du zoo durant la froide saison permettra au public de voir dans leurs habitats actuels une trentaine d'espèces acclimatées au froid, dont les léopards des neiges, le tigre de Sibérie, les lamas et alpagas, ainsi que des zèbres et des chameaux d'Asie centrale. «Plusieurs de ces animaux vivent naturellement sous des températures allant jusqu'à -10 degrés Celsius. Mais il est certain que les animaux resteront à l'intérieur durant les grands froids», a précisé la porte-parole du zoo.

Cette ouverture hivernale permettra en sus de visiter des lieux demeurés jusqu'ici inaccessibles au public, notamment l'hôpital vétérinaire et les «cuisines», où l'on mitonne les petits plats destinés aux bêtes. «Depuis dix ans, on faisait déjà ce genre de visites éducatives pour plus de 5000 écoliers chaque hiver. Cela a tellement de succès que l'idée est maintenant de l'offrir au grand public», conclut Mme Page.

Le Devoir



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

EN BREF

Motion battue

Ottawa — La motion du Bloc québécois au sujet des retombées économiques des contrats militaires a été battue par 150 voix contre 137 hier, lors d'un vote aux Communautés. Le Parti conservateur et le NPD ont voté contre, alors que le Parti libéral du Canada et le Bloc ont voté en faveur. La motion se lisait comme suit: «Que la Chambre dénonce l'attitude de laisser-aller du gouvernement qui a prévalu dans sa négociation avec Boeing, déplore que le Québec n'ait

pas eu sa juste part des retombées économiques de ce contrat compte tenu de l'importance de son industrie aéronautique, soit près de 60 %, et demande au gouvernement de prévoir une juste répartition régionale des retombées économiques pour tous les contrats futurs.» Tous les députés conservateurs du Québec ont voté contre la motion. Le gouvernement Harper estime que les entreprises québécoises de l'aérospatiale sont assez compétitives pour ne pas avoir besoin de garanties sur les retombées économiques. — Le Devoir

CONNEXIONS EN MATHÉMATIQUES

Francine THIBERT

CONNEXIONS EN MATHÉMATIQUES

2^e année du primaire

Cahier d'activités • 208 pages
17,10 \$ • ISBN 978-2-7601-6924-1
Corrigé • 198 pages
51,30 \$ • ISBN 978-2-7601-6925-8

GUÉRIN, éditeur ltée
514-842-3481

Ouvrage entièrement conforme au dernier programme 2005 de mathématiques du MÉO

En vente dans toutes les librairies
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications

26 MARS 2007
ÉLECTIONS GÉNÉRALES

DERNIÈRE CHANCE POUR VOUS INSCRIRE
SUR LA LISTE ÉLECTORALE
RÉVISION SPÉCIALE : 14 AU 22 MARS à 14 h

1 888 ÉLECTION (1 888 353-2846)
www.electionsquebec.qc.ca



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

Parce qu'un vote, ça compte



La santé c'est aussi le communautaire!

AUX CHEFS DES PARTIS POLITIQUES

Qu'avez-vous à offrir au 1 000 000 d'hommes et de femmes qui bénéficient des interventions du milieu communautaire en santé et services sociaux ?

Être ignorés pendant quatre autres années.



Être soutenus en consolidant les organismes communautaires intervenant auprès de la population.



Depuis quatre ans, 2 250 organismes communautaires, 20 000 travailleurs et travailleuses et 200 000 bénévoles de ce milieu provenant de toutes les régions du Québec sont ignorés par le gouvernement provincial par manque d'investissements significatifs.

**Ras le bol des tapes dans le dos,
votons pour celles et ceux qui investissent pour
le bien-être des québécoises et des québécois!**

**Prenez un véritable engagement
pour la santé de la population,
un engagement communautaire !**



Ce message a été payé par
la Coalition des Tables régionales d'organismes communautaires
en santé et services sociaux du Québec.
coalition-trocs@sympatico.ca

Mouvement action communautaire Bas-St-Laurent • Table régionale des organismes communautaires du Saguenay – Lac-St-Jean • Regroupement des organismes communautaires de Québec • Table régionale des organismes communautaires du Centre du Québec et de la Mauricie • Regroupement des organismes communautaires de l'Estrie • Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal • Table régionale des organismes communautaires autonomes de l'Outaouais • Concertation régionale des organismes communautaires de l'Abitibi-Témiscamingue • Table régionale des organismes communautaires de la Côte-Nord • Table régionale des organismes communautaires du Nord du Québec • Regroupement des organismes communautaires de la Gaspésie – Îles de la Madeleine • Table régionale des organismes communautaires de Chaudière-Appalaches • Corporation de développement communautaire de Laval • Table régionale des organismes communautaires de Lanaudière • Regroupement des organismes communautaires des Laurentides • Table régionale des organismes communautaires de la Montérégie

LES ACTUALITÉS

É D U C A T I O N

La réforme oublie les élèves en difficulté

«Il y a urgence à l'école», lance le chercheur Égide Royer

MARIE-ANDRÉE
CHOINARD

Les élèves en difficulté sont les grands oubliés de la réforme en particulier et de l'école en général. Voilà le cri du cœur poussé par un chercheur universitaire en adaptation scolaire, Égide Royer, qui se demande si le lancinant discours entourant ces 20 % d'élèves «qui apprennent différemment» n'est pas plutôt un problème scolaire qu'un problème d'élèves...

«Les élèves en difficulté d'apprentissage et de comportement sont les grands oubliés de l'école, et de cette campagne électorale», dénonce Égide Royer, chercheur en adaptation scolaire à l'université Laval. Il préside le 32^e Congrès de l'Association québécoise des troubles d'apprentissage (AQETA), qui s'ouvre ce soir à Montréal.

Les statistiques relatives à cette clientèle sont éloquentes: 27 % des élèves sont en retard par rapport à l'âge attendu à la fin de la première secondaire. Seulement 68 % des jeunes ont leur diplôme à 17 ans. Le nombre des élèves dits en difficulté est passé de 11 % à 15 %, selon le ministère de l'Éducation. «Il y a urgence à l'école!», s'insurge l'AQETA, qui milite pour des services adaptés à la réalité de ces élèves, octroyés par du personnel qualifié.

Égide Royer s'indigne contre

cette «pensée magique», qui allie la réforme et l'intégration des élèves en difficulté en classe ordinaire, «comme si c'était suffisant pour dire qu'ils vont réussir». «Il y a comme une pensée magique autour de cette idée, comme de celle qui dit: "On va adapter l'enseignement et tout va bien aller!"»

Son verdict est acide. «L'encombrement actuel» en éducation nuit aux élèves en difficulté d'apprentissage et de comportement. La réforme cible la réussite mais elle oublie cette clientèle particulière. Les services professionnels sont commandés par les conventions collectives davantage que par les besoins. La société tolère que 35 % de ses garçons n'aient aucun diplôme du secondaire à 20 ans. On a accepté «comme une loi de la nature» que tous les élèves peuvent atteindre les objectifs du primaire en six ans.

«On sait très bien que la réforme n'est pas suffisante pour les élèves en difficulté», affiche M. Royer, qui prononcera ce soir un discours d'ouverture du congrès de l'AQETA «quelque peu politiquement, pédagogiquement et syndicalement incorrect».

Il concède qu'on a ajouté des ressources dans les écoles, à la faveur de la dernière négociation, mais sont-elles les meilleures, demande-t-il en pointant ces «enseignants-ressources» qui sont là

«pour soulager les enseignants! On devrait rentrer des services professionnels dans les écoles pour être capable de favoriser la réussite scolaire des jeunes. Les anesthésistes ne sont pas engagés dans les hôpitaux sur la base des conventions collectives des infirmières! On engage des anesthésistes parce qu'on a besoin d'eux et qu'on ne peut pas fonctionner autrement.»

Le chercheur de l'université Laval, qui vadrouille depuis plus de 30 ans de l'école à l'université autour de la cause de ces élèves, rappelle que «la satisfaction maintient le statu quo et que le mécontentement suscite le changement».

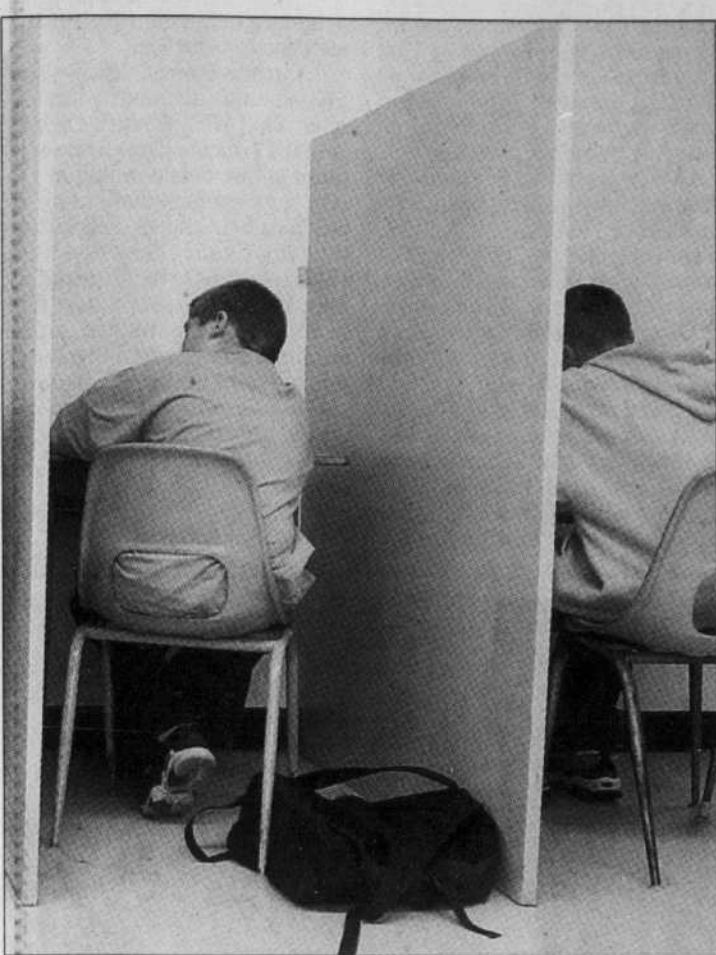
Voilà venu le temps, affirme-t-il, de déboulonner certaines idées préconçues «qui relèvent de la sagesse populaire et qu'on applique pour les élèves en difficulté sans que ça fonctionne». Diminuer le nombre d'élèves par classe va permettre aux jeunes en difficulté de réussir, comme l'avancent certaines plateformes politiques? «Si vous enseignez en 1^{re} secondaire à 29 élèves, et si vous avez un Steve pis un Kevin qui mènent le diable, même si on vous enlève deux ou trois élèves, est-ce que ça va vraiment changer quelque chose? Le grand gars qui vous dit qu'il veut se tuer, ou la belle grande qui vit l'anorexie, ça va régler leur problème d'être dans une classe plus petite?»

Ajouter une heure de leçons et de devoirs en fin de classe? Éliminer la malbouffe? Augmenter l'éducation physique? «Ce sont des interventions universelles qui vont faire du bien à l'ensemble de la maison d'éducation, oui, mais ce n'est pas ça qui va faire du bien à mes 15 à 20 % de jeunes qui ont des problèmes!»

M. Royer s'enflamme lorsqu'il évoque les «aberrations» que le système produit: un élève assis dans une classe de 1^{re} secondaire qui ne sait pas lire, mais qui a franchi toutes les étapes de son parcours primaire parce qu'on repoussait le redoublement, prétextant les effets néfastes sur l'estime de soi. «Lire comme un jeune de fin de 3^e année dans cette classe de première secondaire, comme effet sur l'estime, par rapport à reprendre sa 4^e année, est-ce qu'on y a pensé?»

Les solutions créatives sont nécessaires pour réajuster le tir, croit Égide Royer, qui mise sur la prévention, des interventions précoces en lecture chez les élèves, une formation des maîtres qui serait davantage axée sur l'adaptation scolaire, des postes de médiateur scolaire et du matériel adapté pour les élèves en difficulté, «de la même manière qu'on a prévu des stationnements pour les personnes handicapées».

Le Devoir



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Un garçon sur trois n'a pas son diplôme du secondaire à 20 ans.

L'ancien ministre Raynald Fréchette est décédé

NORMAN DELISLE

Québec — Raynald Fréchette, ex-député péquiste de Sherbrooke et ministre dans les cabinets de René Lévesque et de Pierre Marc Johnson, est décédé hier matin à l'âge de 73 ans.

Né à Asbestos, en Estrie, Raynald Fréchette a étudié le droit à l'Université de Sherbrooke et a été reçu au Barreau en 1961.

Il s'est lancé très jeune en politique. Il n'avait que 29 ans quand il se présenta en 1962, sans succès, comme candidat de l'Union nationale dans la circonscription de Richmond, contre le vétéran libéral Emilien LaFrance.

Il devait se reprendre aux élections suivantes, en 1966, où cette fois, dans Sherbrooke, il battait, toujours sous la bannière de l'Union nationale, le ministre du Travail dans le cabinet de Jean Lesage, le libéral Carrier Fortin.

Nommé vice-président de l'Assemblée nationale, il

devenait président de la Chambre pour une brève période, en février 1970. Mais au scrutin du 29 avril 1970, il subissait, comme la majorité de ses collègues de l'Union nationale, une cuisante défaite.

Retourné à la pratique du droit, M^r Fréchette devait effectuer un retour en politique en 1981, en portant de toutes nouvelles couleurs, celles du Parti québécois, dans la circonscription de Sherbrooke.

Il a d'abord défait lors de l'assemblée d'investiture péquiste le député en place, Gérard Gosselin. Puis, lors du scrutin du 13 avril 1981, il battait le libéral Alain Cousineau.

Le premier ministre René Lévesque le nommait ministre du Revenu, puis ministre du Travail, poste qu'il a conservé jusqu'à sa défaite électorale de décembre 1985. Il a été aussi très brièvement ministre de la Justice, d'octobre à décembre 1985, dans l'éphémère cabinet dirigé par Pierre Marc Johnson.

Presse canadienne

Si l'adoption fait partie de votre vie...

visitez www.ontario.ca/infoadoption

Si vous êtes concerné par une adoption enregistrée en Ontario, vous devez savoir que l'accès aux renseignements identificateurs pour les personnes adoptées et pour les parents de sang est en cours de modification.

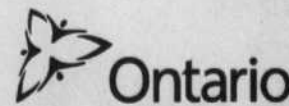
Les modifications apportées à la loi portant sur la divulgation de renseignements sur les adoptions en Ontario permettront à la plupart des adultes adoptés et des parents de sang de recevoir des renseignements identificateurs provenant de l'enregistrement initial de naissance et de l'ordonnance d'adoption.

Ces modifications comprennent également la possibilité d'enregistrer un avis de «non-communication» dans votre dossier ou encore de faire une demande afin d'interdire la divulgation de renseignements identificateurs en cas de crainte concernant la sécurité personnelle.

Vous devez aussi savoir qu'il est possible que des renseignements non identificateurs aient été divulgués dans le passé aux personnes adoptées ou encore aux membres de la famille des parents de sang.

Pour en savoir davantage sur ces modifications et sur la façon dont elles pourraient toucher votre vie ou encore celle de l'un de vos proches, veuillez visiter www.ontario.ca/infoadoption.

Publicité payée par le gouvernement de l'Ontario

CA
Comptables
agréés
du Québec

2006 : une année record pour le Québec!

Merci à nos partenaires universitaires, notre collaboration a permis une amélioration significative du taux de réussite de nos futurs CA.

Acquisition.biz

BANQUE
NATIONALE

job wings

OSLER

TD

Meloche Monnex

506 candidats québécois ont réussi l'EFU avec un taux de réussite global de 83,1 %, le plus haut taux de tous les temps pour les candidats du Québec!

Cette réussite exceptionnelle se traduit par la présence de 12 candidats au Tableau d'honneur de l'Institut Canadien des Comptables Agréés. Voici ces jeunes provenant des quatre coins du Québec qui ont choisi de prendre l'avantage, l'avantage CA.

L'Ordre des comptables agréés du Québec les félicite pour leur réussite et est fier de les accueillir au sein de son équipe de 17 300 CA dotés d'une expertise financière et d'une capacité de réflexion stratégique supérieures, d'une compréhension des affaires et d'un leadership évidents.



JOLYANN GILL RICHARD
Université du Québec à Montréal
Samson Bélaïr/Deloitte & Touche,
S.E.N.C.R.L.
Montréal

DAVID CHARLES NAYER, CA
Médaille d'or au Québec ex
equo
École de gestion John Molson,
Université Concordia
Fuller Landau LLP/SENCR, Montréal

EMILIE SIMARD
Université Laval
Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L./LP
Québec

Rangée du centre :

JEFFREY COCHRANE
École de gestion John Molson
Université Concordia
KPMG S.R.L./S.E.N.C.R.L., Montréal

Rangée du haut :

CATHERINE GIROUX
HEC MONTRÉAL
PricewaterhouseCoopers
s.r.l./S.E.N.C.R.L., Montréal

JULIE GIRARD
HEC MONTRÉAL
Samson Bélaïr/Deloitte & Touche,
S.E.N.C.R.L.
Montréal

Rangée du bas :

MARTIN DUBUC
Université du Québec à Trois-Rivières
Dessureault, Leblanc, Lefebvre,
SENC, CA
Trois-Rivières

AMÉLIE DUBOIS
HEC MONTRÉAL
Samson Bélaïr/Deloitte & Touche,
S.E.N.C.R.L.
Montréal

SIMON POIRIER
Médaille d'or au Québec ex
equo
Université du Québec à Chicoutimi
Mallette, S.E.N.C.R.L., Chicoutimi

PIERRE-LUC CARDINAL
HEC MONTRÉAL
PricewaterhouseCoopers
s.r.l./S.E.N.C.R.L., Montréal

MARIE-CLAUDE TARDIF
Université du Québec à Chicoutimi
Raymond Chabot Grant Thornton,
S.E.N.C.R.L., Saguenay

RÉGINE JOYAL-VILLIARD
HEC MONTRÉAL
Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L./LP
Montréal

21 mars

Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale

Québec

LES ACTUALITÉS

MONTRÉAL

L'opposition part en guerre contre un projet d'usine de cokéfaction

Petro-Canada veut raffiner des résidus de pétrole pour en extraire de l'essence

CLAIRANDRÉE
CAUCHY

L'opposition à l'hôtel de ville de Montréal part en croisade pour obtenir une consultation publique sur le projet de Petro-Canada d'ériger une usine de cokéfaction sur le site de sa raffinerie à Pointe-aux-Trembles.

Petro-Canada projette de construire d'ici 2009 une usine au coût de 750 millions à Pointe-aux-Trembles afin de raffiner, pour en extraire de l'essence, des résidus de pétrole qui jusqu'ici étaient commercialisés sous forme d'huile lourde et d'asphalte.

Le dossier a rebondi lundi soir au conseil municipal de Montréal, alors que le chef de Vision Montréal, François Purcell, a exigé que l'administration municipale appuie

la demande d'une consultation publique sur le projet, qui serait vraisemblablement confiée au Bureau d'audiences publiques en environnement (BAPE).

«Est-ce que vous vous engagez à demander des consultations en bonne et due forme par des experts, notamment du BAPE?», a demandé M. Purcell au maire de Montréal. On veut l'assurance que la santé des citoyens ne sera pas menacée. M. Purcell a rappelé que les taux d'hospitalisation et de maladies respiratoires chez les jeunes enfants de ce secteur de l'est de Montréal sont déjà plus élevés que dans le reste de l'île.

L'administration municipale est restée évasive sur le sujet. Le responsable de l'environnement, Alan DeSousa, a précisé que la compagnie «fait tout ce qu'un ci-

toyen "corporatif" doit faire», en organisant des rencontres d'information avec les citoyens. Son collègue maire de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, Cosmo Maciocia, a quant à lui précisé que Petro-Canada agissait de plein droit puisqu'elle compte construire sur un terrain situé en zone industrielle.

Depuis quelques semaines, Petro-Canada a entrepris une opération charme auprès des élus des trois ordres de gouvernement et des comités de citoyens. D'autres rencontres sont prévues au cours du printemps. Au dire du responsable des communications de l'entreprise, Andrew Pelletier, le projet, qui permettrait de porter la production de 100 000 à 120 000 barils d'essence par jour à partir de la même quantité de brut, aurait peu

d'effet sur l'environnement.

Selon M. Pelletier, les émissions d'oxyde d'azote seraient ainsi haussées de 3 % et celles des composés organiques volatils (COV), qui dégagent de mauvaises odeurs, augmenteraient de 1 %. Petro-Canada est cependant incapable de quantifier les gaz à effet de serre émis par cette nouvelle usine de 30 étages, tant sur le plan de l'énergie utilisée pour produire l'essence et le coke (un produit semblable au charbon qui est ensuite brûlé pour faire fonctionner des cimenteries), que sur le plan des GES produits lors de la combustion de ces deux produits.

Il soutient cependant que des améliorations récentes aux installations et d'autres prévues sous peu feront en sorte que les rejets toxiques seront somme toute

moins élevés qu'en 1997. «On veut être de bons voisins et être certains que tout le monde est au courant que ce qu'on met en route, ce n'est pas une affaire polluante. On ne veut pas prendre de l'expansion, mais seulement rentabiliser ce qu'on a», a plaidé M. Pelletier.

Le vice-président du Comité de citoyens en vigilance environnementale de l'Est, Xavier Daxhelet, n'est cependant pas encore convaincu de l'innocuité du projet. «Nous avons encore plein d'interrogations. Les gens sont inquiets de ce qui se passe ici. [...] Ce serait bien que les citoyens du quartier aient leur mot à dire», a affirmé M. Daxhelet, qui est également candidat du Parti vert dans la circonscription de Pointe-aux-Trembles.

Pour aller de l'avant, Petro-Canada devra obtenir une autorisa-

tion de la Ville et une autre du ministère de l'Environnement. Le projet n'a cependant pas encore été déposé à Québec.

L'agrandissement n'est pas soumis automatiquement à une enquête du BAPE, puisqu'il s'agit de la transformation d'une usine existante et que cela n'implique pas une augmentation du nombre de barils de brut traités dans l'usine de Petro-Canada dans l'est de la ville. Le ministre de l'Environnement peut toutefois ordonner d'en tenir une. Au ministère, on ne semblait pas enclin à ordonner une telle procédure. «Ils construisent sur un site où il y a déjà une usine», a fait observer l'attaché de presse du ministre, Claude-Éric Gagné.

Le Devoir

Méthodes de marketing contestables

Recours collectif inscrit contre Bell Canada

GUILLAUME
BOURGAULT-CÔTÉ

Une promotion aux allures d'abonnement involontaire et forcé, lancée par Bell Canada à la fin de 2006, pourrait finalement coûter cher à l'entreprise. L'Union des consommateurs (UC) et une consommatrice ont en effet demandé hier à la Cour supérieure d'autoriser un recours collectif pour dédommager les clients floués par le stratagème.

Car stratagème il semble bien y avoir, estime l'UC. Les faits: il y a quelques mois, des abonnés du service téléphonique résidentiel de Bell ont reçu des avis du service à la clientèle de la société qui les informaient qu'ils étaient maintenant abonnés à un service d'entretien du câblage intérieur.

Instigatrice du recours collectif, Danielle Attal a pour sa part reçu une première lettre de Bell indiquant qu'elle profitait des avantages du nouveau plan d'entretien «depuis un certain temps» déjà, et cela sans frais. L'entreprise précisait toutefois qu'elle commencerait bientôt la facturation. Selon l'UC, la missive assurait que Bell n'exigerait «aucun paiement rétroactif», mais que, à compter du mois suivant, le plan serait facturé quelque 5 \$ par mois.

Une deuxième lettre a suivi peu après. Bell y félicitait Mme Attal d'avoir adhéré au service d'entretien et lui signalait que le terme minimal du «contrat» était de 12 mois, sans quoi des frais de résiliation de 35 \$ s'appliqueraient. Le problème, c'est que Mme Attal et d'autres clients ayant communiqué avec l'UC affirment formellement qu'ils n'ont jamais demandé à être abonnés à ce service d'entretien.

«Bell a utilisé un procédé pernecieux, estime Charles Tanguay, porte-parole de l'UC. Laisser croire à des consommateurs qu'ils ont consenti à un service alors que ce n'est pas le cas, c'est très douteux. C'est pousser loin le concept de l'option négative, où on présume que le client est d'accord s'il ne répond pas négativement à une offre.»

L'UC juge donc que, en agissant ainsi, Bell a tenté d'imposer son service. La requête demande au tribunal de condamner le fournisseur à verser 100 \$ par client lésé, en dédommagement des inconvénients. Aussi, «comme Bell ne pouvait raisonnablement ignorer l'illégalité de ses agissements», des dommages exemplaires de 100 \$ par client sont également réclamés.

Le Devoir



ANDY CLARK REUTERS

La température globale a été de 0,72 °C au-dessus de la moyenne du XX^e siècle à l'échelle mondiale.

La planète a connu son hiver le plus doux

LOUIS-GILLES
FRANCŒUR

Le présent hiver, qui s'est terminé hier à 20h7, est le plus chaud jamais enregistré depuis 1800, date à laquelle remontent les plus anciens relevés météorologiques, selon la National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA) des États-Unis, l'agence gouvernementale responsable du suivi de la météo et de l'évolution du climat.

L'agence américaine a dévoilé ce bilan global hier, à Madrid, où des centaines de chercheurs participent à une conférence de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) sur les «services» que rendent aux humains la tem-

pérature, le climat et les spécialistes qui suivent ces deux phénomènes au jour le jour.

Selon la NOAA, l'hiver 2006-07 se caractérise par une hausse de la température globale, terres et mers comprises, de 0,72 °C au-dessus de la moyenne du XX^e siècle à l'échelle mondiale. C'est aussi l'équivalent de la hausse révisée récemment de la température du globe durant le dernier siècle.

La température relevée au Québec n'a toutefois pas suivi la hausse moyenne de la planète, qui constitue un record historique pour l'hiver.

L'hiver québécois aura néanmoins été plus doux et moins neigeux que la normale dans la ré-

gion de Montréal, rapportait hier la Presse canadienne, mais plutôt près des normales dans la région de Québec, et cela, malgré le phénomène El Niño, qui a tendance à pousser quelque peu à la hausse la température moyenne du continent.

Les précipitations ont suivi à peu près le même comportement: 151 cm de neige dans la région de Montréal, contre une moyenne de 214 cm. Dans la région de Québec, il est tombé presque un mètre de moins, avec des précipitations totales de 233 cm alors que la normale atteint 315 cm.

Tout le monde se souviendra de cet hiver comme d'une saison qui se sera fait désirer, même par les plus frileux des Québécois, en

affichant des températures au-dessus des normales en décembre et l'absence totale de neige à Noël. Le début de janvier devait suivre la même tendance avec des températures qui ont dépassé de 15 degrés les normales saisonnières, comme le 5 de ce mois. Ce jour-là, un record vieux de 60 ans a été battu. Mais l'hiver devait finalement nous faire le plaisir de sa présence revigorante et redonner à nos villes des airs de fête, en particulier le 14 février avec une tempête qui a forcé la plupart des amoureux à rester bien au chaud à la maison ou devant le foyer...

Avec Environmental New Services et la Presse canadienne

Le Devoir

Pour souligner la parution du dernier numéro de la revue Les Cahiers du 27 juin, vous êtes invités à un débat électoral:

UN QUÉBEC POUR TOUS?
LES IMMIGRANTS ET LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE

AVEC LA PRÉSENCE DES REPRÉSENTANTS DES PARTIS POLITIQUES SUIVANTS:

PATRICK DAoust,
candidat du Parti vert dans
Westmount-St-Louis

SALIM LAAROUSSI,
candidat du Parti Québécois
dans Outremont

CHARLES GHORAYEB,
candidat de l'Action démocratique
du Québec dans Acadie

NADIA ALEXAN,
candidat de Québec solidaire
dans Westmount-St-Louis

YOLANDE JAMES,
députée du Parti Libéral du Québec
et candidate dans Nelligan

L'ÉVÉNEMENT AURA LIEU LE MERCREDI 21 MARS À 19H30,
À L'UNIVERSITÉ CONCORDIA

Pavillon Samuel-Bronfman, Atrium, 1590 Avenue Dr. Penfield
(coin sud-est de l'intersection Côte-des-Neiges et Dr. Penfield)

Débat organisé conjointement par la revue Les Cahiers du 27 juin,
La Chaire en études ethniques Concordia-UQAM et le Programme d'études
sur le Québec de l'Université McGill.

Les Cahiers du 27 juin est une revue indépendante et non partisane de
réflexion éthique et politique. La revue traite de sujets touchants la vivre
ensemble au Québec.

les
cahiers
DU 27 JUIN

POUR ABONNEMENT
ET INFORMATION
(514) 729-4933
ou 1-866-307-4933
cahiersdu27jun.org

PROGRAMME D'ÉTUDES
SUR LE QUÉBEC
UNIVERSITÉ MCGILL

UNIVERSITÉ
Concordia
UNIVERSITY

L'AGENDA

L'HORAIRE TÉLÉ,
LE GUIDE DE VOS SOIRÉES

Gratuit dans Le Devoir le samedi

LE DEVOIR

Projet de loi sur la qualité de l'air

Le gouvernement Harper a besoin de temps pour étudier les amendements de l'opposition

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Les trois partis d'opposition fédéraux ont déposé pas moins de 70 propositions d'amendement au projet de loi C-30 sur la qualité de l'air, qui est à l'étude en comité parlementaire spécial. Les amendements proposés visent plusieurs aspects de la loi, mais une ligne directrice se dégage: sans surprise, les partis d'opposition veulent que le gouvernement Harper cherche à atteindre les objectifs du protocole de Kyoto, tout en fixant des cibles de réduction des gaz à effet de serre (GES) à court, moyen et long terme. Les trois partis rejettent le concept de cible basée sur l'intensité des émissions, comme le gouvernement semble vouloir l'imposer.

Deux séances du comité devaient avoir lieu hier pour discuter de ces amendements, mais le gouvernement a fait annuler les travaux du comité. Le tout reprendra demain. Le gouvernement a demandé plus de temps pour étudier les propositions des partis d'opposition, les jugeant «complexes». «Nous révisons les amendements proposés par les partis et ça prend du temps. Nous sommes très occupés actuellement au gouvernement», a soutenu le ministre de l'Environnement, John Baird.

Ce dernier a soutenu que les négociations avec les provinces sur l'écodéveloppement de 1,5 milliard ont pris plus de temps que prévu, tout comme les négociations avec ses collègues du cabinet concernant le budget. «Tout cela a pris un peu plus de temps que je ne l'avais anti-

cipé», a-t-il dit, l'empêchant d'examiner en profondeur les changements proposés par le Bloc, le PLC et le NPD. «Certains amendements ont été déposés seulement hier, alors il faut bien les étudier», a précisé Eric Richer, l'attaché de presse de John Baird.

Le gouvernement a-t-il lui-même soumis des amendements à son propre projet de loi? Pas encore, ce qui retarde les travaux du comité, selon les partis d'opposition. Le ministre rétorque que ce sera fait bientôt et que les amendements risquent d'être plutôt d'ordre «technique», contrairement à ceux de l'opposition. «Nous aurons une rencontre jeudi [demain]. Aujourd'hui [hier] ou jeudi, ce n'est pas quelques heures qui vont changer quelque chose», dit John Baird.

Le Bloc québécois accuse le

gouvernement de se traîner les pieds. «On doit revenir à la Chambre avant le 31 mars avec ce projet de loi. Le temps presse. Le gouvernement disait vouloir aller aussi vite que possible, mais c'est lui qui retarde le comité», soutient Bernard Bigras, critique du Bloc en matière d'environnement.

Une fois étudiés, tous les amendements devront faire l'objet d'un vote en comité pour déterminer lesquels vont se retrouver dans le projet de loi final qui sera soumis aux Communes. Mais, déjà, Bernard Bigras soutient que le gouvernement ne «reconnaîtra plus son projet de loi». «Le gouvernement ne veut pas atteindre Kyoto, et là, c'est de plus en plus clair que le projet de loi y fera référence», dit-il.

Le Devoir

LE GOUVERNEMENT DU QUEBEC ACCENTUE L'INIQUITE CHEZ SES PROFS

900 professeurs membres du SPEQ

Contrairement à une longue tradition, l'administration publique actuelle, par le biais du Conseil du trésor, refuse de maintenir la parité salariale entre les enseignants des cégeps et les 900 membres du corps professoral du gouvernement qui enseignent dans plusieurs régions du Québec une formation de niveau collégial dans les disciplines suivantes :

LE TOURISME

L'AGRICULTURE

LA CULTURE ET LES ARTS

L'INTÉGRATION EN FRANÇAIS DES IMMIGRANTS

NOUS RÉCLAMONS L'ÉQUITÉ.

Le SPEQ demande formellement au prochain gouvernement provincial le retour à la parité salariale qui a toujours existé entre ses 900 membres et les 18 000 professeurs de cégeps du Québec.
C'est tout et c'est simple!

speq

Syndicat des professeurs de l'État du Québec

ÉDITORIAL

Le lapin
de Jean Charest

Surprise! Si le Parti libéral est reporté au pouvoir, nos impôts seront réduits de 950 millions. Jean Charest s'est dépêché de sortir ce lapin de son chapeau hier midi, juste avant que Mario Dumont ne rende public le budget de l'an 1 d'un éventuel gouvernement de l'Action démocratique et lui coupe ainsi son effet.

Lannonce du premier ministre Charest, pour inattendue qu'elle ait été, sera sans doute accueillie avec intérêt. En ajoutant 700 millions aux 250 millions prévus à cette fin dans le budget Audet, il s'assure de baisses d'impôt sensibles. Elles seront de l'ordre de 750 \$ par contribuable en moyenne.

La question qui doit être posée est cependant toute autre: pourquoi cette précipitation à utiliser presque entièrement la marge de manœuvre obtenue du gouvernement Harper? Pendant toutes ces années de bataille sur le déséquilibre fiscal, Jean Charest ne faisait-il pas valoir combien nombreux étaient les besoins du Québec auxquels il ne pouvait répondre parce que les ressources étaient à Ottawa?

Le chef libéral avait devant lui plusieurs choix. Il aurait pu affecter une partie des transferts de 905 millions obtenus du fédéral à la réduction des listes d'attente. La santé est, nous le répète-t-il sans cesse, sa «première priorité». Il aurait pu en attribuer une autre part au financement des universités. À ce sujet, il a mené la charge au nom des autres provinces, ces deux dernières années, pour obtenir le rétablissement des transferts de paiement pour l'enseignement postsecondaire. Il réclamait 2,2 milliards. Le budget Flaherty n'accorde que 800 millions, cela à compter de 2008 seulement. On est très loin du compte.

Le choix fait par M. Charest est purement électoral. Mario Dumont l'attribuait hier au «traumatisme de Verchères», une allusion à cette visite d'usine où le premier ministre s'est fait reprocher par un ouvrier d'avoir haussé les tarifs des services publics sans réduire comme promis les impôts. On pourrait penser aussi que le premier ministre avait calculé son geste, prévoyant que le budget Flaherty lui apporterait de bonnes nouvelles. Dans un cas comme dans l'autre, le premier ministre se trouve à jouer les pique-assiettes. C'est justement ce que l'ancien premier ministre Jean Chrétien disait craindre lorsque les provinces venaient lui présenter leurs demandes sur le déséquilibre fiscal. Si elles veulent baisser les impôts, qu'elles le fassent avec leur argent, répliquait-il.

L'attitude adoptée par le Parti québécois et l'Action démocratique, quant à l'utilisation qu'ils feraient de ces transferts additionnels d'argent d'Ottawa, est beaucoup plus conforme à l'esprit dans lequel ils sont accordés par le gouvernement fédéral. La marge de manœuvre que représentent ces 905 millions leur servira à assurer des services aux Québécois. Quant aux diminutions d'impôt, ni l'un ni l'autre n'en envisagent, à moins que le PIB du Québec ne rebondisse.

La réplique donnée à Jean Charest hier par ces deux partis visait à montrer que, élus, ils seraient davantage responsables que le Parti libéral, dont le cadre financier est le plus généreux. À cet égard, le chef adéquate s'est mérité la palme de l'austérité en présentant en après-midi son budget de l'an 1. Lui qui a déjà dit qu'il serait «gratteux», il veut l'être manifestement à l'extrême. Il s'en tient à des engagements de 1,7 milliard, qu'il financera par des réductions de dépenses dont on ne sait comment il les obtiendra. Celles-ci sont de l'ordre de 1,2 milliard au total.

Équilibrer le budget du Québec demeure un exercice toujours incertain. Déjà dans son budget déposé la veille des élections, le ministre des Finances, Michel Audet, prévoyait une impasse budgétaire de un milliard pour l'exercice 2008-2009. Au contraire d'Ottawa, on est loin d'être arrivé à l'ère des surplus à Québec. Pour quiconque sera au gouvernement, boucler la boucle sera la quadrature du cercle ces prochaines années. Encore plus pour ceux qui se seront montrés trop généreux avec les électeurs, surtout qu'il ne sera plus possible de se retourner vers Ottawa, dont le magasin général est désormais fermé.

bdescoteaux@ledevoir.ca

Le robinet russe

Après le nord de l'Europe, voilà que la Russie vient de signer une entente qui va lui assurer la prépondérance en ce qui a trait à la distribution d'hydrocarbures dans le sud du Vieux Continent. En effet, l'accord entériné par les gouvernements bulgare, grec et évidemment russe va permettre l'acheminement de ces matières premières de la mer Noire à la mer Égée. Bref, Moscou s'applique à étendre ses tentacules de manière à renforcer sa fonction de chef d'orchestre de l'énergie partout en Europe.

À cet égard, la cause ou la raison ayant convaincu le Kremlin de s'associer à la Bulgarie et à la Grèce pour ce projet est très révélatrice de l'ambition démesurée que Poutine et ses proches nourrissent. Soit contrer les nations et entreprises qui souhaitent s'introduire dans le marché européen sans leur aval. En l'occurrence, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie, qui viennent d'inaugurer un oléoduc par lequel transite aussi le pétrole de la mer Noire. On ne sera pas étonné d'apprendre que ce dernier a bénéficié du soutien des États-Unis tout au long de sa construction.

Toujours est-il qu'en additionnant le geste tout juste fait à celui tout aussi analogue et destiné à faire circuler les hydrocarbures enfouis dans le sous-sol de la mer Caspienne, la Russie confirme sa volonté d'avoir la mainmise sur l'extraction et la circulation de toutes ces ressources. Elle confirme également ce penchant qu'elle a pour étouffer les ex-républiques soviétiques qui osent transiger ou conclure des contrats avec des tiers. En agissant comme il vient de le faire, Poutine s'évertue à étrangler économiquement l'Azerbaïdjan, la Géorgie, l'Ukraine et la Tchétchénie.

Evoquons maintenant les faits observés l'an dernier, mais en Europe du Nord. Avant tout, on se rappellera que, les réserves de la mer du Nord se réduisant comme une peau de chagrin, plusieurs estiment que les plates-formes d'exploitation fermeront boutique en 2011, soit demain. Évidemment conscient de cela, Moscou s'emploie à disposer ses pions dans le but, on le devine, de faire au nord ce qu'elle fait dans le sud.

De quels faits s'agit-il? Lorsque la Lituanie a eu la témérité de vendre une raffinerie à Pologne et non à la Russie, elle a hérité, si l'on ose dire, de ceci: un «accident» technique empêchant le transport du pétrole russe. On se souviendra que, ce que Poutine vient de faire au sud, il l'a fait aussi à la Moldavie, à la Biélorussie et à d'autres pays qu'il juge encore et toujours comme des duchés devant être infodés à l'Empire russe.

Lorsqu'on fait l'inventaire des mesures coercitives que le Kremlin a employées à l'encontre d'un nombre aujourd'hui imposant de pays, on s'aperçoit que la tentation impériale, avec tout ce que cela suppose de dérives autoritaires, est plus prononcée à Moscou qu'ailleurs dans le monde. Cela relève du constat et non d'une quelconque opinion.



Bernard Descôteaux



LETTRES

Une première?

En 140 ans d'élections générales au Québec, le Parti libéral a toujours obtenu au moins 39 % des suffrages. Toujours? Sauf à deux occasions depuis la Confédération: en 1976 lors de l'élection du Parti québécois, dirigé par René Lévesque, et en 1948, face à un gouvernement de l'Union nationale réélu avec un score plus élevé qu'au scrutin précédent. Si ses appuis n'augmentent pas le 26 mars 2007, le Parti libéral aura une des trois pires performances de son histoire!

Jean-Philippe Rheault
Outremont, le 16 mars 2007

L'ADQ au pouvoir?

En 2006, pendant la campagne électorale fédérale, libéraux et bloquistes disaient qu'un vote pour Stephen Harper était un vote pour la droite religieuse de l'Ouest canadien et que si les conservateurs étaient élus, les valeurs libérales canadiennes, ancrées dans l'est, seraient bafouées. Nous savons maintenant que M. Harper n'est pas un homme dangereux mais un homme de parole et d'action.

En ce moment, libéraux et péquistes nous disent que voter pour Mario Dumont et l'ADQ serait dangereux pour nos acquis. Faut-il comprendre que les Québécois qui sont candidats pour l'ADQ ne partageraient pas les valeurs de leurs concitoyens? Désolé, je n'y crois pas.

Le PLQ et le PQ nous disent qu'il serait dangereux de porter au pouvoir les gens de l'ADQ, car Mario Dumont n'a pas d'équipe derrière lui. Comment l'ADQ a-t-elle fait pour survivre autant d'années, avec si peu de députés élus, si elle n'a pas d'équipe?

Si l'ADQ compte moins de candidats-vedettes que les deux autres partis, c'est peut-être dû aux faibles chances qu'elle avait de former le gouvernement, donc d'offrir des ministères à ces candidats une fois élus.

Pour quelle raison alors ces gens se présentent-ils sous la bannière adéquate? Ils ressentent peut-être le besoin de faire bouger les choses différemment. Seraient-ils idéalistes?

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

Comme à Ottawa, si on s'offrait des idéalistes et non des gestionnaires, pour faire changement? Dans un an, nous aurons peut-être l'heureuse surprise d'avoir découvert des gens d'action qui auront proposé des solutions innovatrices.

M. Harper n'a pas détruit le Canada, car il est canadien. Je suis persuadé que M. Dumont ne détruira pas la nation qui a contribué à forger son identité.

Richard Mercier
Saint-Jérôme, le 17 mars 2007

La manière et la matière

André Boisclair a compris que la manière, c'est un peu la matière. Pendant les premières semaines de la campagne, M. Boisclair, en réponse à certaines critiques, ne cessait de répondre que c'est le contenu qui compte et non pas l'image de la personne qui véhicule le contenu. Cependant, depuis le débat des chefs, il semble avoir compris que la manière conditionne la matière, que la forme influence le fond, que le contenant n'est pas dénué de tout lien avec le contenu. Il faut se réjouir de cette évolution qui n'oblige pas André Boisclair à quitter le domaine des idées pour sombrer dans le spectacle le plus débridé et dans le show-business le plus superficiel. Devenir plus simple et moins «phraseux», c'est davantage une progression qu'une régression. Un gros regret devant cette campagne électorale: tous les partis parlent des régions en prononçant le moins souvent possible le nom maudit entre tous: Montréal. Pourtant, au début de la campagne, André Boisclair semblait vouloir s'engager en faveur de Montréal, en faveur de la locomotive du Québec. Nous verrons bien.

Jean-Serge Baribeau
Montréal, le 18 mars 2007

Désolation et déception

Je n'en crois pas mes oreilles! Même en position de gouvernement minoritaire, le PQ tiendrait un référendum! N'a-t-il pas compris que la population n'en veut pas? De plus, je

crois fermement que les explications de M. Boisclair sur la souveraineté ne dépassent pas l'étape des phrases creuses. Pour lui, ça va se passer comme dans un conte de fées. Bien entendu, il ne parle pas des impacts négatifs de l'indépendance, comme l'a fait Pauline Marois, qui a au moins eu l'honnêteté d'affirmer qu'il y aurait cinq ans de perturbations.

Marc Veillette-Bouchard
Cap-de-la-Madeleine, le 16 mars 2007

Des carriéristes?

Qui, de Mario Dumont, Jean Charest ou André Boisclair, sait ce que c'est que d'être un simple citoyen? Aucun d'eux. Ils ont tous trois commencé leur vie adulte en politique et y sont depuis: Jean Charest au fédéral d'abord, puis au provincial; Mario Dumont chez les libéraux puis à l'ADQ; finalement, André Boisclair aura passé toute sa vie adulte au PQ, sauf un hiatus d'un an à l'université.

Ces trois hommes ont toujours gravité dans le même milieu, celui des partis politiques; ils ont à peu près toujours eu des salaires de député ou de ministre; ils n'ont à peu près jamais eu à aller sur le marché du travail ordinaire; ils n'ont pas, ce qui est de l'ordre financierement restreint; ils prétendent néanmoins comprendre la réalité des travailleurs autonomes, des précaires, des familles monoparentales, bref, des moins nantis qu'eux. Permettez-moi d'en douter.

Il serait temps que les gens du Québec se rendent compte que ce qui semble être de l'affection à notre égard venant d'eux, ce qui paraît à nos yeux comme un sentiment de rapprochement et de compassion de leur part, n'est que poudre aux yeux.

Ils ont passé leur vie à penser en politiciens et à tenter de nous amadouer. Ayez ceci en mémoire lorsque viendra le temps du vote et souvenez-vous de George W. Bush qui faisait «gars du peuple», ce qui l'a rendu sympathique aux yeux de millions d'Américains. Or rien n'est plus faux. Il est fils de riche et se fout des gens ordinaires comme de sa première chemise.

Daniel Breton
Montréal, le 18 mars 2007

LIBRE OPINION

Le décès d'une croyante et féministe engagée

MARCO VEILLEUX

Rédacteur en chef adjoint de la revue Relations

Décédée le 16 mars dernier à Montréal, Hélène Chénier nous laisse un héritage important. Enseignante et directrice d'école entre 1951 et 1985, cette femme d'action et de convictions aura marqué la société et l'Église du Québec.

D'abord, comme le souligne Marie-Paule Vaillancourt dans le livre *Ces femmes qui ont bâti Montréal, jusqu'en 1960, la CECM accordait aux enseignants la possibilité de poursuivre des études universitaires en leur versant leur plein salaire. Les enseignantes, elles, ne jouissaient pas de tels avantages.* Hélène Chénier mène la bataille contre cette discrimination et, grâce à sa ténacité et à son art de la stratégie, elle gagne. Ainsi, «après elle, toutes les enseignantes de la CECM désireuses de poursuivre leurs études purent le faire». Ce fut le début d'une vie consacrée à la promotion des femmes, à l'éducation, au syndicalisme, à la justice sociale et à la liberté dans l'Église.

De 1967 à 1970, elle est secrétaire générale de l'Alliance des professeurs de Montréal. Elle participe ensuite à divers comités de la CEQ. Elle dirige successivement les écoles secondaires Sophie-Barat, Émile-Nelligan et Calixa-Lavallée, où elle développe des méthodes pédagogiques novatrices et adaptées. Au début des années 80, elle siège au Conseil supérieur de l'éducation et milite dans le mouvement souverainiste.

À la fin des années 60, Hélène Chénier est vice-présidente (avec Claude Ryan) de la Com-

mission d'étude sur les laïcs et l'Église. Mise sur pied par l'épiscopat canadien et placée sous la présidence de Fernand Dumont, cette commission marquera profondément le parcours de l'Église catholique d'ici. En l'an 2000, dans le cadre d'un colloque soulignant le trentième anniversaire de la publication du rapport Dumont, elle livre une conférence magistrale retraçant l'histoire de cet événement (voir le hors-série de la revue *Pastorale Québec*, septembre 2001). Sa vie durant, elle demeure soucieuse de la participation autonome et responsable des laïcs dans l'Église.

Message réparateur

Après sa retraite, Hélène Chénier devient membre du Comité des affaires sociales de l'Assemblée des évêques du Québec (AEQ). Ce sera l'occasion pour elle d'œuvrer, à la fin des années 80, à un grand chantier de réflexion sur la violence faite aux femmes qui débouche sur un document aux retombées importantes: *Violence en héritage*.

En 1990, elle est nommée par l'AEQ coordonnatrice des célébrations entourant le 50^e anniversaire de l'obtention du droit de vote des femmes au Québec (acquiescées à l'époque). Elle s'active alors dans l'organisation d'une rencontre, entre 50 femmes et les évêques, qui se clôt par une célébration à la cathédrale de Québec, où le président de l'AEQ livre un message «réparateur» à l'égard des femmes.

Elle poursuit ensuite ses collaborations au Ré-

seau des répondantes diocésaines à la condition des femmes, au Réseau œcuménique des femmes et à de nombreux comités. De 1995 à 1998, elle s'engage à fond dans le synode de Montréal, dont les résultats la laissent toutefois perplexe. Elle dira ceci: «On risque de ne pas dépasser les vœux pieux par crainte du pouvoir romain qui, actuellement, régresse en deçà de Vatican II et s'efforce de centraliser davantage.» (*Relations*, avril 1999.)

Au nom de sa foi profondément marquée par l'esprit du concile, Hélène Chénier consacre ses dernières énergies au Réseau culture et foi. Ce dernier a entre autres pour but d'œuvrer à l'inculturation de la foi, un enjeu qui lui est particulièrement cher. Elle dira souvent: «Nous avons le devoir et le droit de prendre la parole pour annoncer, définir et célébrer la foi au cœur de notre époque. Cette tâche n'est aucunement réservée à la seule hiérarchie.»

En novembre dernier, une centaine de proches et d'amis se sont rassemblés autour d'elle pour la fêter. Elle nous a alors livré le fondement de son existence, tel qu'elle l'écrira dans un ultime témoignage publié dans la revue *Relations* en février 2007: «Je souhaite garder l'espérance et l'amitié de ceux et celles qui, à leur façon, témoignent pour moi de l'essentiel: un Dieu aimant et bienveillant m'attend...»

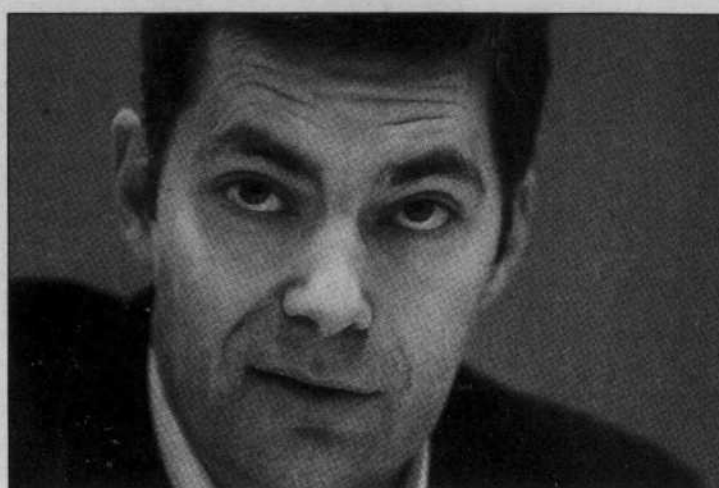
Maintenant qu'elle nous a quittés, c'est avec reconnaissance que nous saluons la mémoire et l'héritage d'Hélène Chénier, dont toute la vie fut un combat incessant pour la liberté et la justice.

IDÉES

QUÉBEC 2007



André Boisclair



Mario Dumont



Jean Charest

PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Le début d'un temps nouveau

MARC-ANDRÉ GRAVEL
Avocat

Selon les derniers sondages, les Québécois s'apprennent à donner un grand coup de pied au postérieur de leur système politique. En consacrant l'émergence d'une troisième voie, l'Action démocratique du Québec, les électeurs désirent désavouer ceux qui, apparemment sans gêne, trahissent leurs promesses et leurs engagements. Les Québécois veulent aussi dire haut et fort qu'un mandat politique obtenu sous de fausses représentations est une fraude à la démocratie.

En agissant de la sorte, les Québécois démontrent qu'ils sont beaucoup plus intelligents que ce que semblent trop souvent en penser ceux qui les gouvernent. Ils manifestent collectivement le dédain que suscite et que doit susciter toute forme de manipulation de l'opinion populaire.

Mais il y a plus. Si les Québécois veulent sanctionner les promesses rompues, ils veulent également se libérer du bipartisme de stagnation qui s'est imposé à eux depuis une quarantaine d'années. Ils s'apprennent à injecter une dose d'adrénaline à un système de gouverne sclérosé par trois décennies de chicanes superficielles et de division collective.

Plusieurs signes évidents démontrent que les Québécois sont à l'aube d'une nouvelle ère démocratique. La popularité de l'ADQ et l'émergence de Québec solidaire et du Parti vert marquent la fin de la démocratie québécoise bipolaire et la résurrection du nationalisme inclusif et innovateur qui a servi de tremplin à la Révolution tranquille.

Bipartisme de division

Cet éveil témoigne d'une mutation fondamentale. Les Québécois en ont assez de se faire diviser par un enjeu idéologique qui les isole entre souverainistes et fédéralistes. Ils comprennent aujourd'hui que cette division n'a bénéficié à personne, sauf aux partis politiques, qui l'ont savamment alimentée à des fins souvent électoralistes.

Qui peut nier qu'au terme de 40 ans de débats idéologiques, le Québec a régressé par rapport à ses voisins? Comment ne pas constater les effets paralysants qu'a produits cette dynamique divisrice sur l'essor économique, politique et social du Québec? On a tellement tergiversé sur le destin de la nation qu'on en a oublié celui de la population.

Au cours des derniers jours, Jean Charest a de nouveau eu recours à cette vieille recette pour tenter de polariser le vote. La partition du territoire et la précarité des pensions de vieillesse font partie de cet arsenal d'épouvantails qui (malheureusement)

ont déjà eu un certain succès.

Mais là, ça ne semble plus marcher. Le peuple en a marre de telles sornettes. Avant de tergiverser sur la question de la partition, la population veut savoir pourquoi son premier ministre sollicite, tout sourire, un nouveau mandat, alors qu'il n'a honoré aucun des principaux engagements sur la base desquels il s'était fait élire en 2003.

Les Québécois exigent de leurs politiciens qu'ils cessent de se quereller sur des enjeux discordants et qu'ils se consacrent plutôt à développer des solutions aux problématiques concrètes qui les préoccupent. Démographie, mondialisation, changements climatiques, endettement collectif: voilà quelques-uns des enjeux qui mobiliseront nos capacités et nos ressources au cours de la prochaine décennie. Ce n'est pas une question de choix. Ces enjeux s'imposeront à nous par-delà les opinions politiques. Le vieillissement de la population et la concurrence des pays émergents affecteront les souverainistes comme les fédéralistes, les solidaires comme les lucides. Les défis de cette nature ne discriminent pas. Ils interpellent la nation tout entière.

Évangiles politiques

À cet égard, l'histoire dicte un principe essentiel: la capacité d'une nation à relever ses défis collectifs est tributaire de sa capacité à être unie dans les épreuves qu'elle affronte. Une nation divisée est une nation vulnérable. C'est là une évidence à laquelle aucune nation n'échappe.

Or, depuis 40 ans, le Québec est une nation divisée. Notre société s'est emprisonnée dans un débat idéologique où s'opposent deux clans et deux évangiles politiques. Quarante ans nous séparent de cette belle époque où, uni et résolument nationaliste, le Québec créait Hydro-Québec, accueillait l'Expo 67, instaurait la carte soleil et promulguait la Charte des droits et libertés de la personne.

Où est-il passé, ce Québec qui se servait de sa différence comme d'un levier et non comme d'une simple fin en soi? Où est passé ce Québec qui s'enorgueillissait de son audace et d'y voir, avec fierté, la démonstration de son autonomie? Ce Québec n'est certes pas mort. Mais 40 ans de chicanes intestines l'ont rendu indolent. Au point où le plus grand projet d'affirmation nationale du gouvernement actuel est d'obtenir plus d'argent du fédéral.

Nous constatons à regret que 40 ans de division nous ont fait passer d'un nationalisme de conquête à un fédéralisme de quêtes. En cela, la plus grande calamité qui guette le Québec n'est pas la séparation du Canada mais bien la séparation de la société québécoise elle-même.

La révolution autonomiste

Les fédéralistes et les indépendantistes sont, par la force des choses, en opposition sur la question du destin de la nation québécoise. Cette opposition tient

de l'écart considérable qui existe entre ces deux options qui, au fil du temps, se sont radicalisées. Il est en effet étonnant de constater que le fédéralisme de Jean Charest est beaucoup plus fédéraliste que l'était celui de Jean Lesage et que le projet souverainiste d'André Boisclair est beaucoup plus indépendantiste que l'était celui de René Lévesque.

Le fédéralisme de Jean Lesage était résolument nationaliste et rassembleur. Son slogan «*Maîtres chez nous*» témoignait de la quête d'autonomie de la nation québécoise. Or le fédéralisme de Jean Charest consacre le Québec au rang de province comme les autres et, à cet égard, se situe à mille lieues de la position autonomiste de Jean Lesage.

Le projet souverainiste de René Lévesque était lui aussi fondé sur un nationalisme d'autonomie. Il faut se rappeler que par le référendum de 1980, M. Lévesque demandait «*le mandat*» de négocier d'égal à égal une nouvelle entente fédérale. Il s'agissait donc d'une consultation non pas sur la sécession pure et simple du Québec mais plutôt sur la négociation d'un nouveau partenariat entre un Québec autonome et le gouvernement canadien. Or le programme d'André Boisclair prévoit, contrairement à l'approche de René Lévesque, un référendum sur la sécession pure et simple du Québec.

Les positions de Jean Lesage et de René Lévesque n'étaient donc pas si éloignées. Elles prenaient toutes deux assises sur ce nationalisme d'autonomie qui rejoignait et rejoignait toujours une grande proportion de Québécois. Et c'est ce nationalisme qui, par le passé, a mobilisé les Québécois dans l'atteinte de leurs plus grandes réalisations.

Or ce nationalisme ne se retrouve ni dans le fédéralisme peinarde de Jean Charest ni dans le souverainisme dogmatique d'André Boisclair. Il ne trouve écho que dans la démarche autonomiste proposée par l'ADQ, et cet écho est loin d'être étranger à l'engouement que ce parti suscite à l'heure actuelle.

Les positions constitutionnelles actuelles du PQ et du PLQ, parce qu'elles sont aux antipodes, ne rejoignent qu'une minorité de Québécois. La vaste majorité d'entre eux aspire à renouer avec la philosophie autonomiste qui marquait le nationalisme de la Révolution tranquille. C'est dans ce nationalisme que germe la fierté du peuple québécois. C'est aussi dans ce nationalisme que les Québécois retrouvent le goût d'être audacieux, de se dépasser et de s'épauler dans la promotion de leur culture.

Le destin du peuple québécois ne réside pas dans les extrêmes ou dans le mensonge mais dans la convergence et l'intégrité. Lors du prochain scrutin, les électeurs auront une occasion en or de bouleverser l'échiquier politique de façon à ce que ce destin soit l'est des divisions chroniques qui l'affligent. À cet égard, il se pourrait bien que ces élections constituent le point de départ d'une nouvelle révolution et d'une ère plus favorable au développement de la nation québécoise.

Salut, Duplessis!

PIERRE VADEBONCEUR
Écrivain

Dumont me fait étrangement penser à Duplessis. Mais cela n'est pas si étrange. Duplessis n'avait pas de pensée, mais il adoptait les vues populaires du temps, conformistes, naïves, réactionnaires. Il flattait de cette manière les masses, surtout celles des régions et des campagnes, se coulant dans leur mentalité, s'assurant ainsi de leur appui.

Il avait initialement changé deux ou trois fois de cap, comme Mario Dumont. Il avait d'abord été partisan conservateur, comme Dumont partisan libéral. Il tourna le dos à son parti pour se glisser, comme Mario, dans le mouvement progressiste de son temps, l'Action libérale nationale, laquelle visait à renverser le régime Taschereau et à instaurer une politique plus conforme aux intérêts de la nation et du peuple.

Cette feinte ne dura pas. Le mouvement en question était une création de Paul Gouin, du D' Philippe Hamel, de René Chaloult et de quelques autres personnalités probes et clairvoyants. Duplessis se colla donc à ce groupe de réformateurs, engloba le mouvement dans un parti qu'il appela l'Union nationale, se fit élire aux élections de 1936 et, désormais bien en place, roula Gouin et les autres dans la farine.

C'est à peu près la trajectoire avérée et prévisible de Mario Dumont.

Vagues, populistes, adaptables

Comme Dumont, Duplessis était de droite et, comme lui, il a d'abord fait semblant d'être à gauche, l'un se rangeant du côté du changement constitutionnel, l'autre du côté du changement politique et social.

Les idées personnelles de Duplessis étaient vagues, comme celles de Dumont: vagues, populistes et adaptables. Maurice était opportuniste et démagogue, en plus d'être ambitieux. Comme l'autre, une partie du peuple n'y voyait rien. Les intellectuels, dont certains dirigeants du Parti libéral, y voyaient quelque chose. Duplessis ne tenait aucun compte des intellectuels, qu'il appelait des «*joueurs de piano*». Lui-même n'avait guère de formation.

Il refoula la récente conscience politique et sociale de son temps et fut pendant plus de 20 ans l'instrument de la réaction.

Salut, Maurice! *Long time no see!* Ça va?

Les idées de Duplessis étaient vagues, comme celles de Dumont

Encore une fois, la volonté populaire ne sera pas respectée

Si on en croit les plus récents sondages d'opinion, le prochain gouvernement du Québec sera formé par un parti politique qui n'aura pas eu la faveur populaire des électeurs. On peut même prédire qu'il y aura plus de gens qui auront voté contre lui qu'il y en aura qui auront voté pour lui. Et cela ne tient pas compte de toutes les personnes qui auront choisi de ne pas aller voter! Cette situation n'est pas nouvelle mais demeure une caractéristique de fond de notre système électoral.

Les signataires de cette lettre réclament de tous les partis politiques, advenant leur élection le 26 mars, qu'ils s'engagent à ce que les prochaines élections se déroulent avec un nouveau mode de scrutin produisant un résultat proportionnel et corrigeant les défauts de sous-représentation du système actuel.

Faut-il encore le répéter, il n'est pas normal: ■ qu'un gouvernement minoritaire aux voix (par exemple avec 39 % des suffrages) puisse prendre le pouvoir et gouverner (souvent en utilisant le bâillon) grâce à une majorité de sièges à l'Assemblée nationale; ■ qu'un parti qui obtiendrait par exemple 24 % de la faveur populaire pourrait se retrouver avec environ 10 % de sièges;

■ que des tiers partis qui, chacun, pourraient aller chercher jusqu'à 5 % des votes, voire plus, ne pourraient faire élire aucun député à l'Assemblée nationale.

Voilà la triste réalité! Cette situation antidémocratique se répète inlassablement de scrutin en scrutin (les noms des partis changent mais l'injustice demeure).

Inéquitable

Nous croyons primordial de dénoncer cet état de fait. Le mode de scrutin actuel est inéquitable parce qu'il fait en sorte que le résultat des élections, soit les pourcentages de votes obtenus par chaque parti au Québec, ne se traduit pas dans le nombre de sièges qu'ils remportent.

En effet, notre système électoral est fondé sur 125 élections individuelles, soit une par comté, sans lien les unes avec les autres et où le vainqueur est élu à la majorité simple, c'est-à-dire selon le nombre le plus élevé de votes. Les votes attribués aux deuxième, troisième ou quatrième candidats ne comptent pas, ils sont tout simplement perdus à l'échelle du Québec. Cela signifie que les idées politiques de centaines de milliers de personnes ne sont pas représentées à l'As-

semblée nationale; si elles le sont, ce n'est pas de façon fidèle par rapport aux suffrages exprimés.

Tous les partis politiques font les frais des lacunes de notre mode de scrutin mais, ultimement, c'est le respect de la volonté de la population qui est affecté. En effet, en 1973, le Parti québécois n'avait fait élire que six députés alors qu'il avait obtenu 30 % des votes. En 1998, le Parti libéral du Québec n'a pas obtenu le pouvoir malgré qu'il ait obtenu plus de votes que le PQ. La sous-représentation de l'Action démocratique du Québec est systématique et les partis en émergence sont invariablement absents de l'Assemblée nationale.

Promesses non respectées

Le mode de scrutin actuel provoque un détournement de la démocratie parce que ces déformations de la volonté populaire sont constantes. Il nous apparaît d'autant plus important de le dire et de le répéter dans le cadre de cette campagne électorale que les deux partis qui ont formé les derniers gouvernements n'ont pas tenu leurs promesses à cet égard.

En effet, ni l'un ni l'autre n'ont mené à terme la réforme qui aurait doté la population québécoise d'un système électoral vraiment démocratique, c'est-à-dire un système en vertu duquel chaque citoyen a

l'assurance que son vote comptera vraiment, quels que soient son lieu de résidence ou ses préférences politiques. La question ne fait d'ailleurs pas partie des plateformes électorales de ces deux partis.

Tout à tour, ces deux partis ont profité de ce système pour accéder au pouvoir avec une forte majorité de sièges et assurer la gouverne sans partage. Doit-on rappeler que le pluralisme idéologique existe depuis un bon moment dans notre paysage politique et que cette réalité plurielle aurait dû se refléter sur les banquettes de l'Assemblée nationale depuis longtemps déjà?

Parmi les autres défauts de notre mode de scrutin, et cela est amplement démontré, notons qu'il ne favorise pas la représentation égalitaire des femmes à l'Assemblée nationale. En effet, le Québec stagne autour de 30 % depuis des années alors que les femmes constituent plus de 50 % de la population. Notre mode de scrutin ne reflète pas non plus la diversité ethnoculturelle présente dans la société québécoise. De plus, le poids du vote des électeurs est inégal d'une région à l'autre.

Nous, signataires de cette lettre, réclavons que le mode de scrutin actuel ne soit plus utilisé après les élections de 2007.

Groupes instigateurs: Claude Béland, président du mouvement *Démocratie et Citoyenneté du Québec*, président du comité directeur des États généraux sur la réforme des institutions démocratiques (2003), Louise Paquet, porte-parole du collectif *Féminisme et Démocratie*, Mercedes Roberge, présidente du mouvement *Démocratie nouvelle*, Mireille Tremblay, présidente de l'Observatoire québécois de la démocratie; appuyés par: Jean Allaire, chef fondateur de l'Action démocratique du Québec (ADQ), Michèle Asselin, présidente de la Fédération des femmes du Québec (FFQ), Louise Beaudoin, ancienne ministre de la Culture et des Relations internationales et professeure associée au département de science politique de l'Université du Québec à Montréal, Lina Bonamie, présidente de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ), Robert Burns, ministre d'État à la Réforme électorale et parlementaire (PQ, 1976-1979), Claudette Carbonneau, présidente de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), Jean-Pierre Charbonneau, ex-président de l'Assemblée nationale et ancien ministre de la Réforme des institutions démocratiques (PQ), Paul Cliche, militant pour la représentation proportionnelle depuis 40 ans, Liza Frulla, ancienne ministre de la Culture et des Communications (PLQ), Marie Grégoire, députée de Berthier (ADQ, 2002-03), Julius H. Grey, avocat, Étienne Hudon-Gagnon, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec, Vincent Lemieux, politologue et professeur émérite à l'Université Laval, Fo Niemi, directeur du Centre de recherche-action sur les relations raciales (CRARR), Réjean Parent, président de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), Jacques Proulx, président de Solidarité rurale, Lam Chan Tho, vice-président du Forum d'action des communautés culturelles (FACC) et trésorier du Carrefour des communautés culturelles du Québec (CCCQ), Nadine Vincent, Christian Vanasse et François Parenteau, artistes et membres des Zapartistes

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); José Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Clairandré Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Laurence Clavel, Jean-Guillaume Dumont, Philippe Papineau (communis Internet) Isabelle Paré (santé), Louise-Maude Rioux Soucy (Culture), Pauline Gravel (sciences); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Prévost (responsable des pages thématiques); Martin Duclos, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correcteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Julie Carpentier (pupitre), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpéit (livres), Odile Tremblay (cinéma); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Reny (pupitre), Éric Desrosiers, Claude Turcotte, François Desjardins; à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (pupitre international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque, Amélie Gaudreau (secrétaires à la rédaction); à l'information sociale: Marie-Pier Frappier, Alexandre Shields (communis); la documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Patrick Cossette (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Amélie Bessette, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Dave Cameron, Martine Côté, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Martine Riopelle, Isabelle Sanchez, Nadia Sebar, Mélisande Simard (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Sylvie Laporte, Marilène Bérubé (secrétaires). LA PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zématis, Olivier Zuida. INFORMATIQUE Yanick Martel (responsable), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Alexandre Gaudreau (coordonnateur à la promotion et à la sollicitation), Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Ghislaine Lallier, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

ACTUALITÉS

DUMONT

500 millions des nouveaux revenus viennent de la hausse des transferts fédéraux

SUITE DE LA PAGE 1

L'ADQ annonce en outre des crédits fiscaux à l'investissement pour les entreprises (150 millions), la création de nouvelles cliniques sans rendez-vous et de coopératives de santé (150 millions), le réinvestissement dans les écoles (160 millions), le transfert de redevance aux régions (138 millions) et la bonification de l'aide sociale pour les bénéficiaires incapables au travail (52 millions).

Mais Mario Dumont a présenté, tel que promis, non seulement «une colonne» de dépenses mais aussi «une colonne» de revenus, contrairement au Parti libéral du Québec et au Parti québécois.

Dans cette colonne de revenus, l'ADQ table sur 560 millions qui viendront de la réduction de 1 % de la taille de l'État. Celle-ci se fera par attrition seulement, sans mise à pied, dans le respect de la sécurité d'emploi des employés de l'État, a assuré M. Taillon. Ces coupes n'affecteront pas les services à la population, a-t-il soutenu. «Il n'y a pas de petites économies. Partout où on peut économiser de l'argent, on le fait», a dit M. Dumont. «Le chef est le plus gratteux», a dit M. Taillon.

Si l'ADQ a attendu le dépôt du budget fédéral, c'est qu'elle avait besoin de la manne fédérale pour boucler son cadre financier. Ainsi, 500 millions des nouveaux revenus viennent de la hausse des transferts fédéraux. La diminution des subventions aux entreprises, à l'exception de l'aide à la recherche-développement, compte pour 300 millions.

Le retour d'ici neuf mois de 25 000 assistés sociaux aptes au travail représente une économie de 300 millions. En quatre ans, le nombre d'assistés sociaux a baissé de 50 000, soit une moyenne annuelle de 12 500 personnes, croissance économique oblige. L'objectif de l'ADQ est de doubler la cadence.

L'abolition des commissions scolaires représente une économie de 150 millions, soutient l'ADQ, une somme qui sera entièrement redistribuée aux écoles.

Enfin, le service de la dette sera réduit de 25 millions après que 75 % des sommes réservées au Fonds des générations — 375 millions en 2008 — auront été affectées au remboursement de la dette.

En fait, le cadre financier de l'ADQ est minimaliste puisqu'il ne porte que sur la première année du mandat, à l'exception de quelques indications quant à l'utilisation de la hausse des transferts fédéraux lors de la deuxième année. Ce n'est pas un cadre financier pour les comptables ou les experts en finances publiques.

«Le but de notre cadre financier, c'est de démontrer à la population qu'on va tenir parole, que les engagements qu'on a pris, on les a pensés, on les a chiffrés, on les a budgétés et on va les réaliser», a dit M. Dumont.

Il n'est pas question pour l'ADQ de faire des projections sur cinq ans comme le PLQ ou le PQ. Le cadre financier adéquat «n'est pas soumis aux aléas de l'économie sur une période de cinq ans», a indiqué M. Dumont. «Pour moi, la présentation d'un cadre financier ne vise pas à demander aux partis politiques d'être des prophètes, d'avoir une boule de cristal.»

M. Dumont a souligné que les engagements de l'ADQ, qui totalisent 1,7 milliard par année, ne représentent, lorsque projetés sur cinq ans, que la moitié de la valeur des promesses libérales et deux milliards de moins que le cadre financier du PQ.

Les baisses d'impôt, si elles se matérialisent, seront modestes. Pour qu'elles surviennent, la croissance du produit intérieur brut (PIB) nominal devra dépasser 3,5 %. Les revenus additionnels seront alors répartis également entre les baisses d'impôt, la réduction de la dette et les dépenses en infrastructure. «On souhaiterait baisser les impôts. Jean Charest a promis la dernière fois de baisser les impôts de 27 %. Il a fait rêver bien du monde. Son non-respect de l'engagement a fait rager bien du monde aussi», a rappelé M. Dumont, qui mise sur le «réalisme» compte tenu de l'état «lamentable» des finances publiques du Québec.

Réplique de Boisclair

En soirée hier à Gatineau, devant quelque 500 militants galvanisés — dont de nombreux employés et élus bloquistes —, André Boisclair a livré un discours énergique dans lequel il s'en est durement pris à Mario Dumont.

Il a qualifié ce dernier de Peter Pan de la politique vivant en «culottes courtes» dans un «pays imaginaire».

Selon M. Boisclair, le cadre financier de l'ADQ est «farfelu» et «laisse perplexe». Le chef péquiste estime que l'ADQ offre des «montants ridicules» pour accompagner les nombreuses promesses qu'il a faites durant la campagne. Selon lui, s'il avait présenté son cadre financier au début de la campagne, M. Dumont aurait été disqualifié. Le chef péquiste a sommé M. Dumont de répondre aux questions des Québécois: «Il a cinq jours pour s'expliquer.» Mais puisque la popularité de M. Dumont est «gonflée à l'hélium», la «baloune» devrait éclater tôt ou tard, a-t-il lancé sur le ton de la plaisanterie.

Avec la collaboration d'Antoine Robitaille
Le Devoir

IMPÔT

SUITE DE LA PAGE 1

(santé, environnement, services sociaux et infrastructures). «J'ai dit à plusieurs reprises au cours de cette campagne que d'éventuelles sommes destinées à corriger le déséquilibre fiscal serviraient à accélérer la mise en œuvre de nos priorités. [...] Le reste ira aux Québécois», a déclaré M. Charest.

Le chef libéral a toutefois souligné que les transferts en éducation postsecondaire ne sont pas suffisants. «Nous devons continuer à travailler avec nos partenaires du Conseil de la fédération. Il reste encore beaucoup de chemin à parcourir pour régler le financement de l'enseignement postsecondaire et la formation de la main-d'œuvre», a-t-il ajouté.

Comme la veille, Jean Charest a rappelé que la prochaine étape sera d'encadrer le pouvoir fédéral de dépenser.

La nouvelle promesse libérale a fait vivement réagir les adversaires. Tant André Boisclair que Mario Dumont estiment que les Québécois ne se laisseront pas impressionner.

Le chef péquiste André Boisclair a été informé en plein point de presse de la nouvelle. Il a reproché au chef libéral de se risquer à la même «tactique» qu'en 2003. Mais M. Boisclair croit que «cette fois-ci les Québécois savent qui est Jean Charest et ils ne se feront pas prendre au jeu deux fois». Comme un écho, le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a lancé un message semblable. «Je pense que M. Charest avait promis de baisser les impôts la dernière fois. Il ne l'a pas fait. Alors, je ne sais pas où il s'en va non plus ce coup-ci», a-t-il déclaré.

Selon le chef péquiste, le cadre financier libéral dépasse déjà d'un milliard de dollars celui des péquistes et ne permet pas les baisses d'impôt promises hier par Jean Charest. «Ce n'est pas crédible. M. Charest a déjà brisé à peu près tout ce qu'il avait pris de promesses. Il retombe dans ses mêmes faux plis. Il promet n'importe quoi aux gens, sans dire comment il va les financer et sans avouer qu'au Québec, actuellement, le Vérificateur général lui a indiqué qu'il y a 5,3 milliards de déficit», a-t-il dit.

S'il est élu, André Boisclair se servirait de cet argent pour «faire le ménage» dans les finances publiques, retrouver l'équilibre budgétaire, tout en appliquant les «principes comptables généralement admis» (PCGA), qui incluent dans le périmètre comptable les déficits des hôpitaux et des établissements universitaires.

Le chef de l'ADQ, Mario Dumont, a qualifié de «geste désespéré» l'annonce faite hier par Jean Charest. M. Dumont a accusé Jean Charest d'avoir utilisé trois fois les sommes supplémentaires versées par Ottawa: une première fois dans le cadre financier qui hausse les dépenses annuelles de l'État de 4,5 milliards au terme de cinq ans, une deuxième fois avec l'effacement de l'impaissance financière d'un milliard prévue dans le dernier budget Audet pour l'an prochain et enfin avec cette baisse d'impôt de 700 millions.

Avec cette baisse d'impôt, les promesses libérales s'élèvent à une somme cumulative de 17 milliards en cinq ans, soit 25 % de moins seulement que les engagements de Québec solidaire, a fait observer M. Dumont.

Les électeurs ne croiront pas à cet engagement de Jean Charest, parie le chef adéquate. «Est-ce que les Québécois vont croire Jean Charest? Les Québécois le voient revenir avec un modèle connu, un refrain connu», a-t-il dit.

À Ottawa, le ministre du Travail Jean-Pierre Blackburn a rappelé que le gouvernement du Québec a toute autorité pour utiliser les 700 millions obtenus. «Quand on lui donne de l'argent, le Québec a les pleins pouvoirs pour décider ce qu'il fait de l'argent. Il peut décider de faire une réduction d'impôt comme faire d'autres programmes sociaux, selon sa guise. Il est autonome dans sa gestion», a-t-il expliqué.

La promesse de réduction d'impôt a complètement éclipsé hier les sujets abordés au cours de cette journée de la campagne de M. Charest. Lors de son allocution, M. Charest a rapidement abordé la question métropolitaine. Tout au plus a-t-il dit que, dès le début d'un éventuel deuxième mandat, un gouvernement libéral veillera à doter Montréal d'«outils» lui permettant d'assurer son avenir. «Nous reconnaissons que la part de l'impôt foncier dans le budget de Montréal freine sa compétitivité», a-t-il affirmé.

Plus tôt dans la journée, Jean Charest a rencontré les membres du conseil général de l'Union des producteurs agricoles (UPA) à Longueuil. En fin de journée, il participait à un rassemblement partisan à Notre-Dame-du-Mont-Carmel, dans la circonscription de Champlain.

Avec la collaboration d'Hélène Buzzetti, Antoine Robitaille et Robert Dutriscac
Le Devoir

Des PPP fédéraux sur le modèle australien?

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Que fera concrètement le nouveau Bureau fédéral des partenariats public-privé annoncé dans le budget Flaherty de lundi? Difficile de le savoir. Ottawa veut devenir un chef de file dans le domaine des PPP, mais au ministère des Finances, on avoue que le projet n'est pas encore ficelé. Cinq millions par année pendant cinq ans serviront à créer ce bureau. Le ministère ne sait pas combien de personnes travailleront dans cette nouvelle structure, ni combien d'argent ou de projets y seront gérés.

«Le mandat ne fait que commencer, rien n'est encore en place», explique David Gamble, porte-parole du ministère des Finances. C'est ce ministère, avec celui des Transports, qui aura la responsabilité du Bureau des PPP. M. Gamble précise toutefois que ce bureau n'aura rien à voir avec les PPP que certaines provinces peuvent vouloir mettre en place. «C'est strictement fédéral», dit-il.

Les deux objectifs du Bureau sont définis vaguement dans le budget. Il est dit que cette nouvelle structure devra «cerner les possibilités et exécuter des partenariats public-privé à l'échelle fédérale». Le Bureau devra aussi «superviser l'évaluation des options de partenariats public-privé pour les projets qui demandent du financement auprès d'initiatives fédérales d'infrastructures».

Le modèle est toutefois clairement établi: l'Australie. Le Canada estime que ce pays de 20,8 millions d'habitants est un modèle à suivre. «L'Australie a l'un des marchés des PPP les plus développés au monde, avec des projets de 20 milliards en 2005. Le Canada a la possibilité de tirer parti de ce mécanisme au nom des Canadiens», peut-on lire dans le document. Mais pour savoir concrètement ce que le nouveau bureau fédéral va proposer, il faudra visiblement patienter.

Le Devoir

PROVINCES

SUITE DE LA PAGE 1

Ce que le Québec recherche, ce sont des revenus indépendants. Hier, nous n'avons obtenu que de la liberté sous condition.

Outre les paiements majorés de péréquation, que le Québec (comme les autres provinces) peut utiliser à sa guise, toutes les autres sommes annoncées par le ministre des Finances, Jim Flaherty, sont en effet dédiées à des activités choisies par Ottawa, que ce soit la lutte contre les changements climatiques (117 millions), les garderies (58 millions), les infrastructures (25 millions cette année) ou encore l'éducation (sept millions). Pour ces deux derniers postes, les montants seront encore plus importants les prochaines années.

«Le passé nous enseigne que le Québec est à la merci des décisions prises ici», a continué M. Duceppe. Tous se souviennent des coupures brutales dans les transferts effectués dans les années 1990, des coupures dans la péréquation effectuées dans les années 2000 et de l'entente sur les garderies qui a été déchirée par ce gouvernement. Aucun nouveau revenu indépendant n'a donc été cédé au Québec [lundi]. M. Duceppe et ses troupes appuieront quand même le budget, par «pragmatisme».

Ce genre de nuance ne se retrouvait pas dans le discours des premiers ministres de Terre-Neuve et de la Saskatchewan. Le conservateur Danny Williams et le néo-démocrate Lorne Calvert sont montés aux barricades pour houspiller le budget Flaherty. Danny Williams, connu pour ses coups de gueule mémorables (à l'été 2004, il avait décroché tous les unifoliés de sa province pour protester contre Paul Martin dans le dossier de la péréquation, justement), a invité les électeurs de sa province à défaire le gouvernement conservateur.

«Les électeurs doivent se demander s'ils veulent vraiment conserver ce gouvernement au pouvoir et s'ils veulent vraiment lui accorder une majorité», a déclaré le bouillant premier ministre sur les ondes de CBC Newsworld. Des sept sièges que compte Terre-Neuve, trois sont détenus par le Parti conservateur, dont le ministre des Pêches, Loyola Hearn.

Au cœur du litige, la complexe formule de péréquation modifiée par le ministre Flaherty dans le budget de lundi. Désormais, les provinces bénéficiaires, dont Terre-Neuve, pourront choisir entre la



CHRIS WATTE REUTERS

Selon Gilles Duceppe, le Québec demeure à la merci des décisions prises à Ottawa.

nouvelle formule ou l'ancienne, qui avantageait les provinces exploitant des ressources pétrolières (dont, encore une fois, Terre-Neuve). Le hic, c'est qu'un plafond est désormais imposé au montant qu'une province pourra toucher si elle opte pour l'ancien régime. Et ce plafond, à cause de fluctuations alambiquées, pourrait être très bas.

«Ceci est terriblement trompeur et fourbe, et je suis franchement consterné que le premier ministre et son gouvernement trahissent ainsi les électeurs», a ajouté M. Williams. Il a d'ailleurs réclamé une rencontre avec les fonctionnaires fédéraux ainsi qu'avec Stephen Harper pour discuter de cet enjeu.

Dans les Maritimes, trois des quatre premiers ministres provinciaux ont critiqué Ottawa: M. Williams, de Terre-Neuve, le conservateur Rodney MacDonald, de la Nouvelle-Écosse, et le libéral du Nouveau-Brunswick, Shawn Graham. Seul le conservateur Pat Binns semble y avoir trouvé son compte.

Du côté de Lorne Calvert aussi, la désillusion était totale. Sa province, la Saskatchewan, fait partie du club des nouveaux riches et ne touche presque plus de péréquation à cause d'une forte croissance économique. La province recevra pourtant en 2007-08 le montant initial promis par Ottawa en janvier dernier, mais rien du tout l'année suivante, d'où la déception.

«Je pense que ce gouvernement tient pour acquis ses appuis dans l'Ouest et en Saskatchewan», a déclaré M. Calvert. Je crois que ce n'est pas très avisé d'agir de la

sorte. La déception était aussi palpable du côté de Gordon Campbell, en Colombie-Britannique, tellement que Stephen Harper a jugé bon de s'arrêter à sa sortie de la Chambre des communes (ce qu'il ne fait que lorsqu'il a un message à livrer lui tenant à cœur) pour dire que la province avait obtenu ce qu'elle réclamait dans d'autres secteurs.

En outre, le ministre des Finances, Jim Flaherty, n'a pas semblé décontenancé par cette pluie de critiques. «Il y a quelques provinces qui sont maussades, c'est vrai. Mais elles ne peuvent pas avoir le beurre et l'argent du beurre», a-t-il dit.

Dure journée pour Stéphane Dion

Le chef libéral Stéphane Dion a eu quant à lui fort à faire pour convaincre du bien-fondé de son opposition au budget Flaherty, alors que les trois chefs politiques du Québec l'appuient. «On commence à regarder le budget autrement, comme on le fait partout au pays, a prévenu M. Dion. D'ailleurs, la réaction est négative de plus en plus et ça va être de plus en plus le cas aussi au Québec.»

M. Dion estime qu'Ottawa jette de la poudre aux yeux des électeurs en incluant dans le règlement du déséquilibre fiscal des sommes qui avaient été prévues... par son gouvernement il y a deux ans. «Un, c'est de la fumisterie. Deux, moi je pense à l'intérêt public. Je ne suis pas un «suiveux». Et trois, je veux que les libéraux [de Jean Charest] emportent ces élections», a conclu M. Dion.

Reste qu'au moins un de ses députés, l'Ontarien Joe Comuzzi, songe à appuyer le budget conservateur à cause du financement promis au Molecular Medicine Research Center, situé dans sa circonscription. «J'ai dit: «Vous êtes fous, je viens de Thunder Bay et nous avons besoin de ceci et cela. Avez-vous perdu la tête en pensant que je peux marquer des points politiques en critiquant [le gouvernement] là-dessus?», a-t-il confié à son journal local. M. Dion se dit «sûr que tout le monde va voter contre ce budget».

M. Harper a attaqué M. Dion en Chambre, indiquant que son opposition tenait plus au fait, selon lui, que le chef libéral «veut ramasser tout l'argent du Canada au fédéral pour diriger les champs de compétence des provinces».

Le Devoir

COMMISSAIRES

SUITE DE LA PAGE 1

Interrogé hier, M. Morin précise que sa fédération n'appuie aucun parti mais «se pose des questions». «Entre ce que Mario Dumont dit et ce qui pourrait être quelque chose de fonctionnel, il y a une grande zone qu'il faut au moins regarder», répond-il.

Par le biais de son assemblée générale, qui aura lieu en mai, la FQDE se prononcera clairement sur sa volonté de maintenir le conseil des commissaires, composé d'élus dirigeant les destinées des écoles. Aucun mandat ni vote ne précéderont cette prise de position, qui se veut pour l'heure «une démarche». Conscient de causer une «tempête», le président espère que des idées émaneront de cette assemblée.

«On verra ce que ça donnera comme solutions», avance M. Morin. «Le conseil des commissaires pourrait être remplacé par un conseil d'administration, lui-même composé des délégués des conseils d'établisse-

ment. Ça pourrait être une formule mixte: des élus et des présidents de conseil d'établissement. On pourrait aussi décider de tout enlever, pour que le ministère de l'Éducation gère les choses à partir d'agences régionales. Ou si on les maintient, il est possible qu'on veuille éliminer des irritants en modifiant la loi.»

Ce n'est pas d'hier que les directions d'école vivent difficilement la mainmise des commissions scolaires. Entre autres «irritants», M. Morin évoque «le commissaire qui débarque à l'école pour des cas d'élève» ou celui qui flirte de trop près avec un parti politique. «Ce sont des situations problématiques avec lesquelles on ne peut plus continuer à vivre», dénonce le président de la FQDE.

Attaquée sur plusieurs fronts, la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ) se débat depuis plusieurs semaines pour rembarber l'idée de l'ADQ de les faire disparaître. Cette fédération, qui a préféré hier ne pas commenter cette sortie de la

FQDE, a produit une série de communiqués faisant la recension des appuis récoltés dans la sphère sociale, à la faveur de la campagne électorale.

Il n'a pas été possible non plus de recueillir hier les impressions des deux autres associations de directions d'école, soit l'AQPDÉ (Association québécoise du personnel de direction d'établissement) et l'AMDES (Association montréalaise des directions d'établissement scolaire).

La FQDE, qui est la seule association scolaire connue à avoir ouvert le jeu aussi clairement sur les commissions scolaires, estime qu'il a fallu du «courage» de la part des directeurs d'école pour oser remettre en question cette structure. «La question de la pertinence des conseils des commissaires plane au Québec depuis au moins dix ans. On ne peut pas toujours juste se poser la question sans y répondre. Il faut prendre une position.»

Le Devoir

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés

au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts

Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.

Renseignements et administration : 514-985-3333

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en avvertir notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 300, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courrier abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390